T\

tremplin le mag

N°38 - JUILLET 2024



LES TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

Cela devient presque une habitude en cette année 2024, la synthèse de l'actualité internationale qui ouvre ce nouveau numéro de *Tremplin Le Mag* débute par un retour sur les élections européennes qui ont été organisées du 6 au 9 juin. Quelques jours plus tard, en Suisse, se tenait le Sommet pour la paix en Ukraine, dans le but de définir les modalités pour mettre fin à la guerre russo-ukrainienne. La Russie était absente de la table des négociations alors que son président, Vladimir Poutine, s'apprêtait à partir pour la Corée du Nord pour une rencontre bilatérale avec Kim Jong Un. Un autre partenaire de ces deux dirigeants autoritaires, la Chine devenait dans le même temps, la première nation à collecter des échantillons sur la face cachée de la Lune.

L'actualité internationale du mois a également été marquée par la victoire des travaillistes aux élections britanniques. Du côté du Moyen Orient, la chaleur extrême causait la mort de plus d'un millier de pèlerins lors du Hajj. En Afrique, le Kenya s'enfonçait dans la crise.

En France, l'actualité nationale propose un point de situation largement consacrée aux élections européennes puis législatives qui ont permis aux électeurs de voter à trois reprises en moins de 30 jours. Le choix de la dissolution ainsi que la recomposition politique en cours y sont analysés, alors que la situation reste incertaine. Avant de recevoir le monde entier à l'occasion des Jeux olympiques, le mois de juin s'était pourtant ouvert dans le calme relatif, à l'occasion du 80e anniversaire du débarquement en Normandie, marqué par la présence de plusieurs vétérans qui avaient effectué le voyage depuis les États-Unis.

Horizon Sciences Po est l'occasion de mieux connaître deux nouvelles références citées dans la bibliographie de Questions contemporaines relative au corps. La première contribution vous propose de découvrir un article scientifique des Cahiers français qui met en perspective le traitement social du handicap. La dernière note vous permet enfin d'illustrer ce propos à travers un regard sur le film *De rouille et d'os* de Jacques Audiard qui nous propose une réflexion sur la reconstruction de soi face aux souffrances des corps. Ce film suit en effet le parcours de deux personnes : un boxeur dont le corps viril est régulièrement affecté par les combats et une dresseuse d'orque contraint après l'amputation à apprendre à vivre avec le handicap.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
M. Arnaud LE GARS - M. Emmanuel CALAFIORE - Mme Ambre MESNIER - M. Louis ROSSIGNOL

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Un millier de journalistes étaient présents dimanche 9 juin au Parlement européen à Bruxelles pour suivre l'annonce des résultats au niveau européen (Hugo Palacin/Toute l'Europe) - Infographie Composition provisoire au 2 juillet 2024 du nouveau Parlement européen - Le président Ukrainien, Volodymyr Zelensky, au milieu des participants au sommet de la paix au Bürgenstock, en Suisse, le 16 juin 2024 (Urs Flueerler/AFP) - Le président russe Vladimir Poutine (au centre à gauche) et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un (au centre à droite) assistent à une cérémonie de bienvenue sur la place Kim Il Sung à Pyongyang, le 19 juin 2024 (Gavriil GRIGOROV/AFP) - Le hajj, l'un des piliers de l'islam, s'est déroulé sous des températures record pour des millions de pèlerins venus du monde entier (Rafiq Maqbool/AP) - La mission chinoise Chang'e 6 a rapporté 2 kg de roches lunaires sur Terre ce mardi 25 juin 2024. La Chine devient ainsi la première nation à collecter des échantillons sur la face cachée de la Lune (Lian Zhen) - Des manifestants défilant le 2 juillet 2024 à Nairobi suite à la mort de Kényans qui protestaient contre une loi de finances depuis abandonnée (Monicah Mwangi/Reuters) - Manifestation contre la participation d'athlètes russes et biélorusses aux JO de Paris 2024 à Essen, en Allemagne, le 22 mars 2023 (Jana Rodenbusch/Reuters) - Keir Starmer, nouveau Premier ministre britannique, lors de la campagne des élections législatives (AP) - Couverture Les relations internationales de 1945 à nos jours, Pascal Boniface - Couverture L'indo-Pacifique, Valérie Niquet et Marianne Péron-Doise - Drapeaux français (Pxhere) - Anciens Combattants au cimetière et mémorial américain de Normandie à Colleville-sur-Mer (Saul Loeb/AFP) - Le président ukrainien Zelensky partage une accolade avec le vétéran amériacin Melvin Hurwitz (© France Télévisions) - La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 10 juin 2024, à Berlin (Sebstian Gollnow/DPA) - Résultats des élections européennes en France par sièges obtenus en juin 2024 - Photo Instagram Soizig de la Moissonnière (photographe officielle Présidence de la République) - Photo de famille du Nouveau Front Populaire (AFP) - Joie des militants du RN au soir du 1er tour (François Lo Presti/AFP) - La cheffe de file des Écologistes, Marine Tondelier (Zakaria Abdelkai/AFP) - Plateau des débats sur les chaînes locales de France 3 (© France Télévisions) - Composition de la nouvelle Assemblée nationale (Infographie Le Monde) - Visuel de la cérémonie d'ouverture de Paris 2024 sur la Seine (Paris 2024/Florian Hulleu) - Gabriel Attal annonce la suspension de la mise en oeuvre de la réforme de l'assurance chômage (Thomas Padilla/SIPA AP) - L'association AFP Theros, implantée à Vernon (Eure), soutient Dorcas, association d'entraide à Nouméa (DR) - Casques (Unplash) - Carte du Burkina Faso (Wikimedia)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

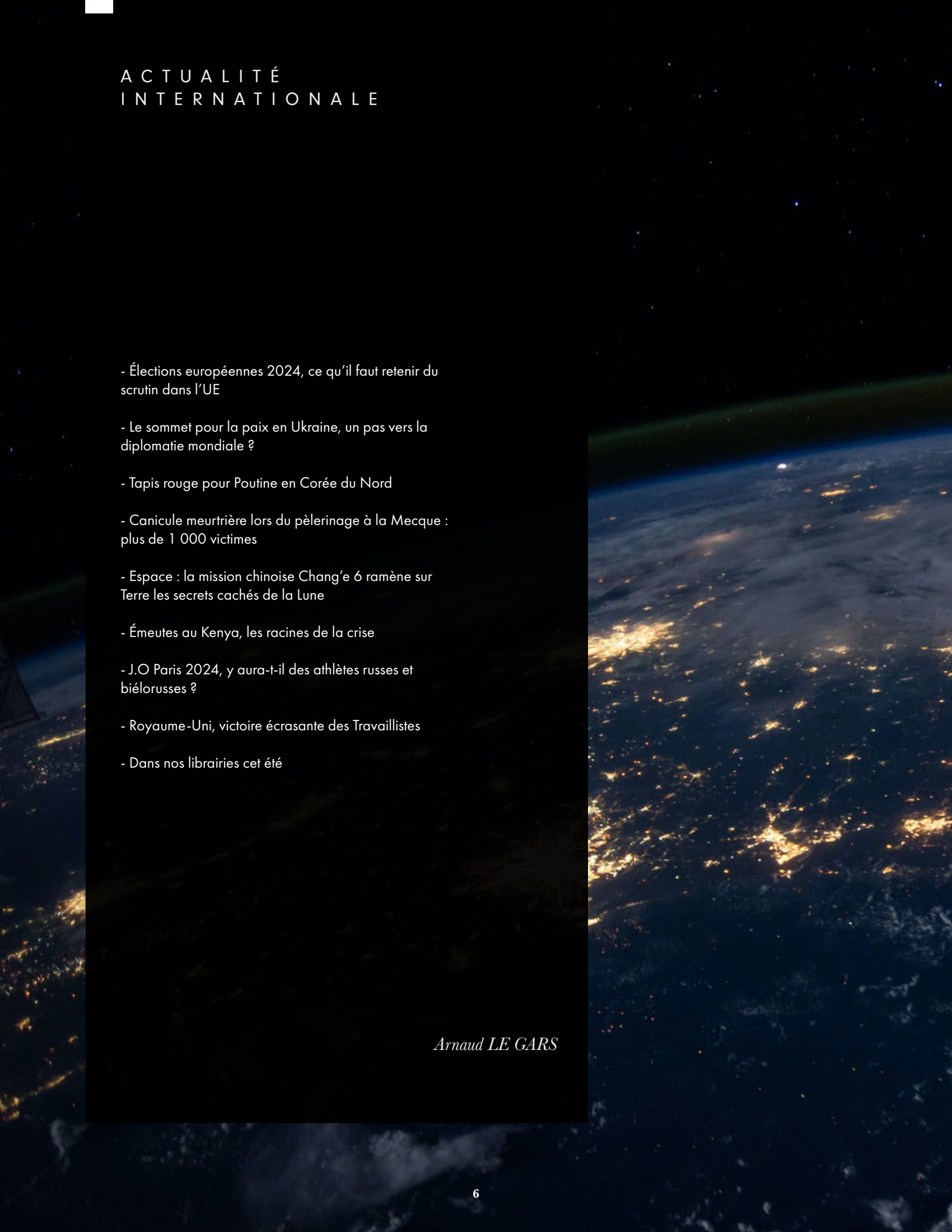
ACTUALITÉ NATIONALE 24

HORIZON SCIENCES PO

- Cahiers français, n°411 – 10 juillet 2019, « Le handicap, un enjeu de société » 39

- Jacques Audiard, *De rouille et d'os*, 2012 41

ACTUALITÉ INTERNATIONALE



- Élections européennes 2024, ce qu'il faut retenir du scrutin dans l'UE

- Le sommet pour la paix en Ukraine, un pas vers la diplomatie mondiale ?

- Tapis rouge pour Poutine en Corée du Nord

- Canicule meurtrière lors du pèlerinage à la Mecque : plus de 1 000 victimes

- Espace : la mission chinoise Chang'e 6 ramène sur Terre les secrets cachés de la Lune

- Émeutes au Kenya, les racines de la crise

- J.O Paris 2024, y aura-t-il des athlètes russes et biélorusses ?

- Royaume-Uni, victoire écrasante des Travaillistes

- Dans nos librairies cet été

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

TOUTELEUROPE.EU (podcast) : Élections européennes 2024, à quoi ressemble le nouveau parlement européen ?

TOUTELEUROPE.EU : Élections européennes 2024 : qui sont les "Spitzenkandidaten", ces candidats chefs de file au niveau européen ?

Un millier de journalistes étaient présents dimanche 9 juin au Parlement européen à Bruxelles pour suivre l'annonce des résultats au niveau européen

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024, CE QU'IL FAUT RETENIR DU SCRUTIN DANS L'UE

Les dixièmes élections européennes ont rendu leur verdict. Du jeudi 6 au dimanche 9 juin 2024, 50,93 % des électeurs européens se sont rendus aux urnes pour choisir les membres du nouveau Parlement européen. Une participation légèrement supérieure à celle du précédent scrutin, en 2019 (50,66 %). Parmi les faits majeurs de ce scrutin, l'extrême droite réalise une forte poussée dans de nombreux pays et le Parti populaire européen conforte son statut de premier groupe politique au Parlement.

Le visage du nouveau parlement prend progressivement forme au gré des ralliements et agencements entre groupes politiques le composant, son entrée en fonction se fera lors de la première session plénière qui aura lieu le 16 juillet 2024.

Mais avant cela, l'heure est à la constitution des groupes politiques. Pour former un groupe, il est nécessaire de rassembler au moins 23 députés provenant de 7 pays différents. Il convient de noter qu'au cours de la mandature 2024-2029, le Parlement européen compte plus de sièges que lors de la précédente. En effet, 15 sièges supplémentaires ont été alloués à divers États membres, portant ainsi le nombre total de députés

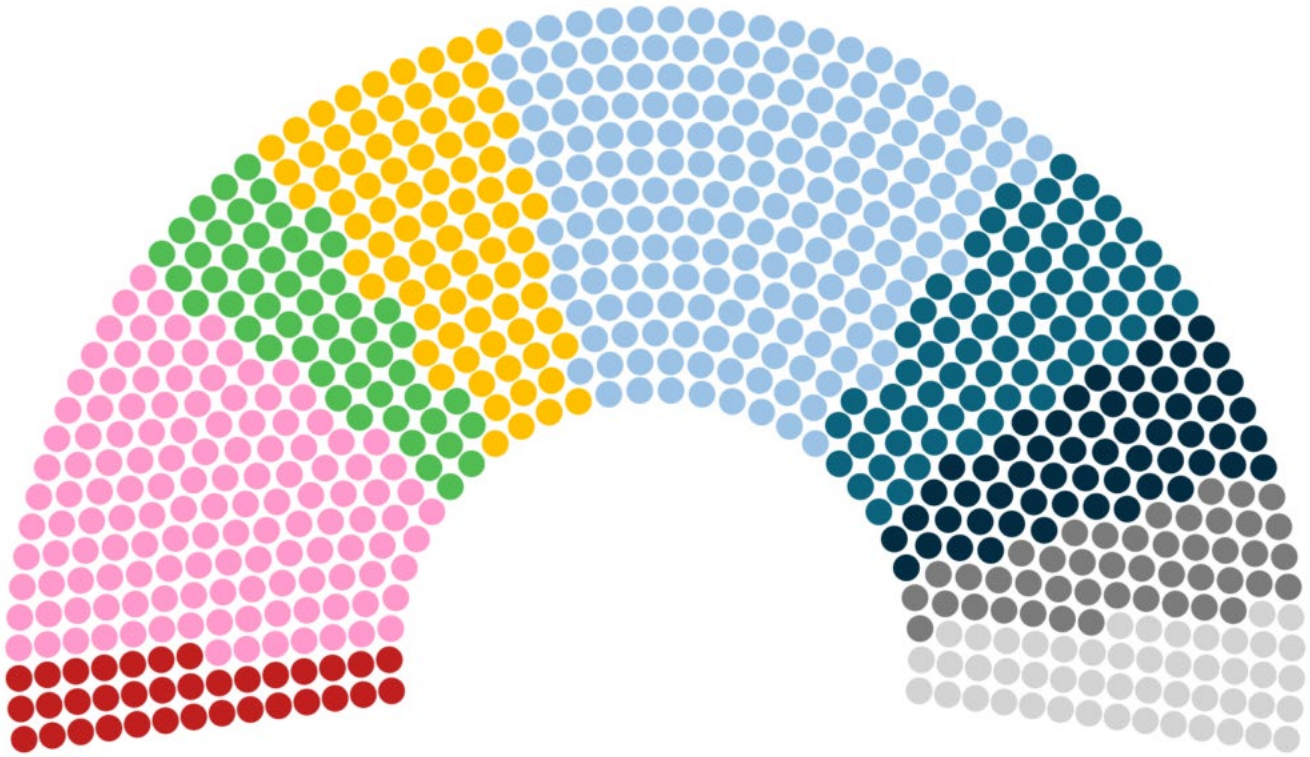
européens de 705 à 720.

Composition provisoire au 2 juillet 2024 du nouveau Parlement européen

Avant les élections européennes, la droite conservatrice dominait l'hémicycle et a renforcé sa position après le scrutin. Le Parti populaire européen (PPE), représentant la droite conservatrice, obtiendrait 189 sièges selon les résultats provisoires du Parlement européen. Les sociaux-démocrates du groupe S&D, représentant le centre-gauche, conserveraient leur position de deuxième plus grand groupe avec 135 représentants. Les centristes de Renew Europe (RE) suivraient avec 83 sièges. Ensuite, la droite nationaliste des Conservateurs et réformistes européens (ECR) disposerait de 72 élus, tandis que l'extrême droite d'Identité et Démocratie (ID) serait représentée par 58 membres. Les écologistes du groupe Verts/ALE auraient 53 sièges et les élus d'extrême gauche de La Gauche seraient au nombre de 35.

Les conservateurs maintiennent leur position de leader

"Merci aux électeurs qui ont renouvelé leur confiance au Parti populaire européen, faisant de nous la première force politique au Parlement européen", a déclaré dimanche soir Ursula von der Leyen, présidente de la Commission



Groupe politique	Résultats provisoires 2024	Parlement sortant	Evolution
Gauche radicale (La Gauche - GUE/GNL)	35	37	↓ 2
Sociaux-démocrates (S&D)	135	139	↓ 4
Écologistes et régionalistes (Greens–EFA)	53	71	↓ 18
Libéraux-démocrates (Renew)	83	102	↓ 19
Chrétiens-démocrates (PPE)	189	176	↑ 13
Conservateurs eurosceptiques (ECR)	72	69	↑ 3
Nationalistes (ID)	58	49	↑ 9
Non-Inscrits (NI)	45	62	↓ 17
Autres	50	0	↑ 50

européenne et cheffe de file des conservateurs. D'après les résultats provisoires communiqués par le Parlement européen, le groupe de droite conservatrice gagnerait quelques députés supplémentaires, passant de 177 à 186 sièges.

Les partis nationaux affiliés au **Parti populaire européen (PPE)** se classent en tête dans 13 États membres, dont l'Allemagne, le pays d'Ursula von der Leyen. L'alliance entre la CDU et la CSU obtient 30 % des voix, soit 29 des 96 sièges allemands. En Pologne, la coalition menée par le Premier ministre Donald Tusk remporte également le scrutin avec 37,06 % des voix et 20 sièges. Le Parti populaire espagnol obtient 34,18 % des voix et 20 sièges, tandis que Nouvelle Démocratie, le parti du Premier ministre grec Kyriákos Mitsotákis, recueille 28,31 % des voix et 7 sièges. Les conservateurs dominent aussi les élections dans les trois pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) ainsi qu'en Finlande.

"Ensemble, avec nos partenaires, nous construirons un rempart contre les extrêmes de gauche et de droite", a affirmé Ursula von der Leyen depuis le siège du PPE. Candidate à un nouveau mandat à la tête de la Commission européenne, elle semble pouvoir compter sur une majorité de plus de 400 sièges, en incluant ceux de son groupe, des sociaux-démocrates et des libéraux de Renew, sur les 720 membres du futur Parlement européen.

Percée de l'extrême droite

Un autre enseignement important de ce scrutin est le renforcement des deux groupes d'extrême droite. Chez les **Conservateurs et réformistes européens (CRE)**, la famille politique de la Première ministre italienne Giorgia Meloni (Fratelli d'Italia), on observe une augmentation significative des effectifs. 14 nouveaux élus viendraient renforcer le contingent eurosceptique, portant son nombre de parlementaires à 83, contre 69 à la fin de la mandature 2019-2024. Cette augmentation ferait du groupe CRE la troisième force politique du Parlement européen.

Les nationalistes d'**Identité et démocratie (ID)**, incluant les élus du Rassemblement national (RN) et les Italiens de la Lega, gagneraient 9 sièges supplémentaires, passant de 49 à 58 eurodéputés.

Le renforcement de l'extrême droite est également visible à travers la composition du groupe des non-inscrits, bien que ce groupe passe de 62 à 45 eurodéputés (-17). Tous les membres de ce groupe ne sont pas idéologiquement proches de l'extrême droite, mais on y trouve notamment les 15 élus nationalistes allemands de l'AFD (récemment exclus du groupe ID) et les 10 eurodéputés du Fidesz, le parti au pouvoir en Hongrie. Ces deux formations pourraient rejoindre l'un des deux groupes d'extrême droite ou tenter d'en former un troisième.

Le prochain Parlement européen compterait ainsi plus de 160 représentants des courants nationalistes au sein de l'Union européenne. Cela sans inclure les 45 nouveaux élus que les services du Parlement européen classent encore dans une catégorie "Autres", en raison du manque d'informations sur les groupes politiques auxquels ils pourraient prochainement se joindre.

Les libéraux et les écologistes en chute libre, la gauche radicale reste stable

Après une forte progression lors des élections européennes de 2019, les groupes libéraux et écologistes subissent cette année une lourde défaite. **Renew Europe**, qui comprend notamment les élus de la majorité présidentielle française et les Espagnols de Ciudadanos, perdrait 28 représentants, passant de 102 à 74 eurodéputés. C'est la plus grande baisse parmi tous les groupes politiques du Parlement européen, faisant perdre aux libéraux leur statut de troisième groupe politique au profit du CRE.

Chez les **Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)**, la perte est estimée à 18 sièges, soit un quart de leurs effectifs. Le groupe, qui inclut les élus français d'Europe Écologie Les Verts (EELV) et les Allemands de Die Grünen, passerait de 71 à 53 élus. Quatrième groupe le plus important lors de la précédente mandature, les écologistes reculeraient d'une place.

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D), le groupe politique du Parti socialiste européen (PSE), connaîtrait une légère baisse, passant de 139 à 136 élus (-3). Elle demeurerait néanmoins la deuxième force politique du Parlement européen. Parmi ses membres figurent les eurodéputés français du Parti socialiste et de Place publique (PS-PP), ainsi que ceux du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Enfin, la Gauche au Parlement européen (GUE/NGL) conserverait son rang de plus petit groupe politique. Rassemblant entre autres les élus de La France insoumise (LFI) ou de Die Linke en Allemagne, elle verrait son contingent rester relativement stable, à 39 eurodéputés contre 37 précédemment (+2). ◆

Page suivante :

En savoir plus sur les groupes politiques

EN SAVOIR PLUS...

LES GROUPES POLITIQUES

• **Le Parti populaire européen (PPE)** est à la fois le nom d'un parti politique européen et celui du principal groupe politique au Parlement européen.
Créé en 1953 dans le cadre de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1951), le parti rassemble les forces politiques de droite favorables à la construction européenne. Plusieurs tendances politiques y sont représentées, du centre droit à la droite chrétienne voire nationaliste. Il promeut la compétitivité et la croissance économique et défend une politique migratoire européenne restrictive. La plupart des présidents de la Commission européenne en sont issus.
Le PPE est le seul groupe politique représenté dans l'ensemble des États membres de l'UE. L'Allemagne dispose du plus grand contingent d'eurodéputés dans le groupe, issus de l'alliance entre les conservateurs de la CDU et de la CSU. Les élus de la délégation française appartiennent au parti Les Républicains.

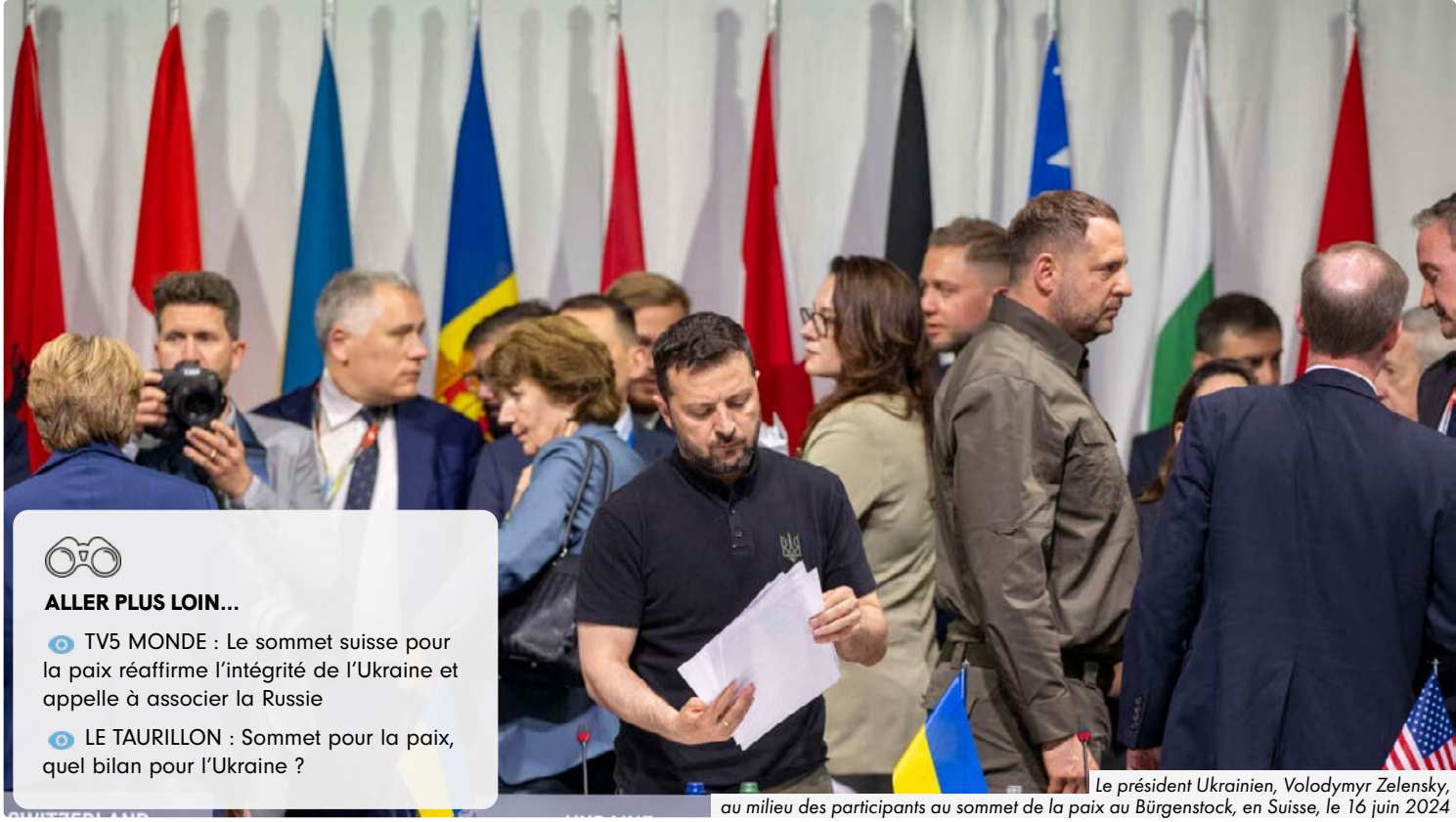
• Situé à droite de l'hémicycle, le groupe des **Conservateurs et Réformistes européens (CRE)** est le quatrième groupe politique au Parlement européen, juste derrière les centristes de Renew Europe, à l'issue des élections européennes 2024. L'Italie dispose du plus grand contingent du groupe avec ses eurodéputés du parti de droite nationaliste Frères d'Italie (FI). Les nationalistes polonais du parti Droit et justice (PiS) et le parti d'extrême droite espagnol Vox suivent.
Le groupe CRE est principalement rattaché au Parti des conservateurs et réformistes européens et au Mouvement politique chrétien européen. Créé en 2009 à la suite de la signature du traité de Lisbonne (2007), il rassemble des forces politiques de droite radicale attachées à la souveraineté des États membres. Anti-fédéraliste, le groupe CRE promeut le libéralisme économique, le conservatisme sur les questions sociétales ainsi qu'une limitation de l'immigration.

• **Identité et démocratie (ID)** est à la fois le nom d'un parti politique fondé en 2015, connu sous le nom de "Mouvement pour une Europe des nations et des libertés" (MENL) jusqu'en 2019, et celui du cinquième groupe politique au Parlement européen, derrière les Conservateurs et réformistes (ECR) à l'issue des élections européennes 2024.

• Situé au centre de l'hémicycle, le groupe **Renew Europe (RE)** est le troisième plus grand groupe politique au Parlement européen après le Parti populaire européen (PPE) et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D). La France dispose du plus grand contingent du groupe. Ses eurodéputés sont issus des partis Renaissance, Horizons, Modem, Parti radical et UDI. En deuxième position, la délégation allemande est constituée du Parti libéral-démocrate et de celui des "Électeurs libres".
Le groupe RE est rattaché au parti de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) et au Parti démocrate européen (PDE), qui comptent à eux deux plus d'une cinquantaine de partis membres dans l'UE. Succédant au groupe politique ADLE au Parlement européen fondé en 2004, Renew Europe rassemble des forces politiques favorables à la construction européenne allant du centre gauche au centre droit. Il promeut le fédéralisme européen ainsi que la défense des libertés individuelles, bien qu'il existe des positions politiques diverses au sein du groupe.
Si RE est loin derrière le PPE et le S&D en termes de sièges, il possède néanmoins un pouvoir d'influence pour faire passer des textes au Parlement européen, compte tenu de sa position de pivot entre les sociaux-démocrates et les conservateurs.

• Situé à gauche de l'hémicycle, le groupe **Les Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)** est le sixième plus grand groupe politique au Parlement européen, derrière Identité et démocratie.
L'Allemagne dispose du plus grand contingent du groupe, avec des eurodéputés issus de trois partis : Les Verts, Volt et le Parti écologiste-démocrate. La délégation française arrive ensuite, avec ses élus du parti Les Écologistes - EELV.
Le groupe Verts/ALE, fondé en 1999, est principalement rattaché au Parti vert européen et à l'Alliance libre européenne (ALE), ainsi qu'au parti pirate européen et au parti fédéraliste et paneuropéen Volt. Plutôt orienté à gauche, il rassemble des forces politiques écologistes mais aussi régionalistes favorables à l'autodétermination des minorités. Malgré des sensibilités politiques très différentes en son sein, le groupe Verts/ALE a des priorités politiques bien définies autour du développement durable, de la justice sociale et fiscale, ainsi qu'en faveur de la transparence et de la démocratie.

• Situé à gauche de l'hémicycle, le groupe de **l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S&D)** est le deuxième plus grand groupe politique au Parlement européen, derrière le Parti populaire européen (PPE), à l'issue des élections européennes 2024. L'Italie dispose du plus grand contingent du groupe avec les élus du Parti démocrate (PD). La délégation française PS y est la quatrième plus importante, derrière les socialistes espagnols du PSOE et les sociaux-démocrates allemands du SPD.
Le groupe S&D est rattaché au Parti socialiste européen (PSE) qui compte plus de 30 partis membres dans l'UE. Créé à la suite de la signature du Traité de Rome en 1957, le PSE rassemble des forces politiques favorables à la construction européenne allant du centre gauche à la gauche. Il promeut une société fondée sur la liberté, l'égalité dans toutes ses dimensions, ainsi que la solidarité, notamment à propos de la politique migratoire.



ALLER PLUS LOIN...

- TV5 MONDE : Le sommet suisse pour la paix réaffirme l'intégrité de l'Ukraine et appelle à associer la Russie
- LE TAURILLON : Sommet pour la paix, quel bilan pour l'Ukraine ?

Le président Ukrainien, Volodymyr Zelensky, au milieu des participants au sommet de la paix au Bürgenstock, en Suisse, le 16 juin 2024

LE SOMMET POUR LA PAIX EN UKRAINE, UN PAS VERS LA DIPLOMATIE MONDIALE ?

Le sommet pour la paix en Ukraine s'est tenu les 15 et 16 juin 2024 au Bürgenstock Resort en Suisse. Ce rassemblement international, qui a vu la participation de près de 90 pays, visait à définir les modalités pour mettre fin à la guerre russo-ukrainienne. Cependant, la Russie et la Chine, deux acteurs clés, étaient absents de cette rencontre. Alors que les discussions se sont concentrées sur la sécurité alimentaire, énergétique et nucléaire, ainsi que sur le retour des prisonniers et des enfants ukrainiens déportés en Russie, la déclaration finale du sommet a réaffirmé le soutien à la souveraineté de l'Ukraine. Retour sur les moments forts et les enjeux de ce sommet.

La Russie et la Chine, absentes de ce sommet, ont laissé une empreinte indélébile sur les discussions. Moscou a justifié son refus de participer en déclarant qu'aucune négociation de paix ne serait possible tant que l'Ukraine ne céderait pas les provinces revendiquées par la Russie. Cette position ferme a influencé les débats et souligné les défis pour parvenir à une solution diplomatique.

Le sommet s'est ouvert sur un ton résolument tourné vers la coopération internationale. Les représentants des 90 pays présents ont exprimé leur solidarité avec l'Ukraine et leur détermination à trouver des solutions concrètes pour mettre fin au conflit. Les discours d'ouverture ont mis en lumière l'importance de la diplomatie multilatérale dans la résolution des conflits modernes. La question de la sécurité alimentaire a occupé une place centrale dans les discussions. Le conflit russo-ukrainien a exacerbé les tensions sur les marchés agricoles mondiaux, entraînant des hausses de prix et des pénuries alimentaires dans de nombreux pays. Les participants ont souligné la nécessité de garantir l'accès à des denrées alimentaires de base pour les populations les plus vulnérables. La sécurité énergétique et nucléaire a également été un sujet de préoccupation majeure. La guerre en Ukraine a mis en lumière les risques liés à la dépendance énergétique et la vulnérabilité des infrastructures nucléaires. Les discussions ont porté sur des mesures pour diversifier les sources d'énergie, réduire la dépendance aux ressources russes pour garantir la sécurité énergétique et renforcer la sécurité des installations nucléaires. Le retour des prisonniers de guerre et des enfants ukrainiens déportés en Russie a été abordé avec une urgence particulière. Les participants ont appelé à la mise en place de mécanismes internationaux pour garantir le respect des droits de l'homme et

faciliter le retour de ces personnes dans leur pays d'origine.

À l'issue du sommet, une déclaration finale a été adoptée par la grande majorité des participants (84 pays et institutions). Cette déclaration réaffirme le soutien à "la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale" de l'Ukraine. Ce consensus montre la détermination de la communauté internationale à soutenir l'Ukraine face à l'agression russe. Le communiqué souligne également que "parvenir à la paix nécessite la participation et le dialogue entre toutes les parties", reconnaissant implicitement la nécessité d'impliquer la Russie dans les futures négociations. Cette reconnaissance est essentielle pour ouvrir la voie à des discussions plus inclusives et constructives. Malgré cette main tendue, La Russie a réagi négativement au sommet, déclarant par la voix de son porte-parole que les résultats de cette rencontre étaient "proches de zéro" et qu'aucune discussion sérieuse n'avait d'avenir sans la présence de la Russie. Cette réaction souligne les défis persistants pour engager Moscou dans un processus de paix.

Le sommet pour la paix en Ukraine au Bürgenstock Resort a représenté une tentative significative de la communauté internationale pour aborder les défis posés par le conflit russo-ukrainien. Bien que les absences notables de la Russie et de la Chine aient limité la portée des discussions, les participants ont réussi à poser les bases d'un dialogue futur en réaffirmant leur soutien à l'Ukraine et en soulignant l'importance de la coopération multilatérale. La voie vers une paix durable reste complexe et incertaine, mais ce sommet a démontré que la volonté de trouver des solutions pacifiques demeure forte au sein de la communauté internationale. ◆

TAPIS ROUGE POUR POUTINE EN CORÉE DU NORD

Le 19 juin 2024, la rencontre entre Vladimir Poutine et Kim Jong Un s'est déroulée en Corée du Nord, marquant un moment crucial dans les relations russo-nord-coréennes. Cet événement, lourd de conséquences géopolitiques, a été l'occasion de signer des accords stratégiques majeurs et de consolider une alliance susceptible de redéfinir les dynamiques internationales actuelles. L'un des objectifs principaux de la visite de Vladimir Poutine en Corée du Nord était de renforcer le partenariat stratégique entre les deux nations. Les discussions approfondies entre les deux dirigeants ont conduit à la signature d'un accord de "partenariat stratégique global". Cet accord vise à solidifier les relations bilatérales dans divers domaines, créant ainsi une alliance plus robuste et plus résiliente face aux défis mondiaux actuels. En plus du renforcement des liens économiques et stratégiques, la visite de Poutine avait pour but d'obtenir le soutien officiel de la Corée du Nord concernant la politique russe, notamment sur le dossier ukrainien. Lors des échanges, Kim Jong Un a exprimé son "entier soutien" à la Russie sur la question de l'Ukraine, un geste qui renforce l'isolement de Moscou et Pyongyang sur la scène internationale.

La signature d'un accord militaire d'assistance mutuelle en cas d'agression constitue une autre pierre angulaire de cette rencontre. Cet accord, similaire à celui qui existait entre la Corée du Nord et l'URSS, prévoit une coopération militaire accrue et une défense commune en cas de menace externe. Cette alliance militaire renforce non seulement la sécurité des deux nations, mais envoie également un message fort aux autres puissances mondiales.

Les discussions entre Poutine et Kim Jong Un ont également porté sur la coopération dans divers domaines tels que l'économie, l'énergie, les transports, l'agriculture et la sécurité. La diversification des domaines de collaboration vise à créer des synergies positives qui bénéficieront aux deux pays. Par exemple, la coopération dans le domaine de l'énergie pourrait permettre à la Corée du Nord de moderniser son infrastructure énergétique vieillissante grâce à l'expertise russe. En matière de transports, des projets communs sont envisagés pour améliorer les connexions ferroviaires et maritimes entre les deux pays. L'agriculture, un secteur clé pour la Corée du Nord, pourrait bénéficier des techniques agricoles avancées de la Russie, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire du pays qui reste un enjeu majeur pour les Coréens. La coopération technologique et militaire, déjà entamée lors de leur précédente rencontre en septembre 2023, a été un autre sujet clé de cette visite. Les discussions ont porté sur le partage de technologies avancées et la mise en place de programmes conjoints de recherche et développement. Cette coopération pourrait inclure des domaines tels que la cybersécurité, les technologies de

défense et les innovations industrielles, renforçant ainsi les capacités technologiques et militaires des deux nations.

Cette visite intervient dans un contexte de tensions internationales croissantes. Les sanctions occidentales contre la Russie et la pression continue sur la Corée du Nord en raison de son programme nucléaire ont poussé les deux pays à chercher des alliances alternatives. La rencontre de juin 2024 représente donc non seulement un rapprochement entre Moscou et Pyongyang, mais aussi une réponse stratégique aux défis posés par l'Occident. Les implications géopolitiques de cette rencontre sont vastes. L'alliance renforcée entre la Russie et la Corée du Nord pourrait modifier les équilibres de pouvoir en Asie et au-delà. En consolidant leurs relations, les deux pays envoient un signal fort aux autres puissances mondiales, affirmant leur détermination à poursuivre leurs intérêts communs malgré les pressions extérieures. ◆

ALLER PLUS LOIN...

LE GRAND CONTINENT : Poutine à Pyongyang, simulacres de l'autres monde

Le président russe Vladimir Poutine (au centre à gauche) et le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un (au centre à droite) assistent à une cérémonie de bienvenue sur la place Kim Il Sung à Pyongyang, le 19 juin 2024.



Le hajj, l'un des piliers de l'islam, s'est déroulé sous des températures record pour des millions de pèlerins venus du monde entier.

ALLER PLUS LOIN...

- TV5 MONDE : Pèlerinage à la Mecque, plus de 1000 morts en raison de la canicule
- FRANCE INFO : Comment le hajj a viré au drame en raison des fortes chaleurs

CANICULE MEURTRIÈRE LORS DU PÈLERINAGE À LA MECQUE : PLUS DE 1 000 VICTIMES

Le *hajj*, considéré comme l'un des cinq piliers fondamentaux de l'islam, est une obligation religieuse que chaque musulman doit accomplir au moins une fois dans sa vie, à condition d'en avoir les moyens physiques et financiers. Ce pèlerinage se déroule selon un calendrier précis basé sur les cycles lunaires du *calendrier musulman*. Ces dernières années, les rituels du hajj se sont déroulés sous des températures extrêmes, atteignant souvent des niveaux caniculaires.

Une étude saoudienne publiée en mai a mis en évidence l'impact croissant du changement climatique sur ce pèlerinage sacré. Selon cette étude, les températures sur les sites où se déroulent les rituels du *hajj* augmentent de 0,4 degré Celsius tous les 10 ans. Cette tendance inquiétante souligne les défis environnementaux auxquels sont confrontés les pèlerins, rendant les conditions de ce voyage spirituel de plus en plus éprouvantes. Les autorités et les chercheurs s'alarment de ces changements climatiques qui pourraient rendre le *hajj* encore plus difficile et dangereux à l'avenir, appelant à des mesures pour atténuer ces effets et protéger les millions de fidèles qui participent chaque année.

Les autorités saoudiennes ont indiqué qu'environ 1,83 million de pèlerins ont participé au rituel cette année, dont 1,6 million en provenance de l'étranger. Parmi les nombreux visiteurs étrangers, on compte des Pakistanais, des Jordaniens et des Égyptiens. La chaleur accablante en Arabie Saoudite, où les températures ont atteint des niveaux inégalés jusqu'à 51,8 degrés Celsius à l'ombre, a constitué l'un des principaux facteurs expliquant le nombre élevé de décès parmi les pèlerins. Malgré les avertissements répétés du ministère saoudien de la Santé, qui a conseillé vivement d'éviter une exposition prolongée à la chaleur et de maintenir une bonne hydratation, de nombreux pèlerins ont souffert de stress thermique et de coups de chaleur. Ces conditions extrêmes ont mis à rude épreuve la santé des fidèles, souvent déjà affaiblis par les rigueurs du voyage et les exigences physiques des rituels du *hajj*.

Les autorités sanitaires saoudiennes ont déployé des efforts considérables pour sensibiliser les pèlerins aux dangers de la chaleur. Des campagnes d'information, des points d'eau supplémentaires et des espaces de repos climatisés ont été mis en place pour tenter de réduire les risques. Cependant, la nature même du pèlerinage, avec ses foules massives et ses déplacements constants, a rendu difficile l'application de ces mesures de prévention. Les pèlerins, animés par leur foi et

déterminés à accomplir ce devoir sacré, ont sous-estimé les dangers, ce qui a conduit malheureusement à des situations dramatiques.

L'augmentation des températures due au changement climatique ne fait qu'exacerber ces défis, rendant indispensable l'adoption de stratégies plus efficaces pour protéger les pèlerins.

Pour accomplir le *Hajj*, un pèlerin doit obtenir un visa spécifique dédié à ce pèlerinage. Cependant, certaines personnes tentent de participer au *Hajj* sans disposer des documents nécessaires. Ce phénomène de "*Hajj non-officiel*" est souvent cité comme un facteur contribuant à la surmortalité.

Les pèlerins sans les papiers requis évitent souvent de se faire remarquer par les autorités, même lorsqu'ils ont besoin d'assistance. Cette situation complique leur prise en charge et accentue les risques. Les autorités accusent ces individus de provoquer une surpopulation dans certaines zones, notamment les tentes prévues pour l'hébergement.

L'AFP rapporte les propos d'un diplomate arabe selon lesquels au moins 658 Égyptiens sont décédés cette saison, dont 630 n'avaient pas de permis pour le *Hajj*. Les pèlerins en situation irrégulière sont identifiés grâce aux cartes *Nusuk*, remises aux participants officiels. Ces cartes contiennent un code-barres permettant d'accéder aux lieux saints, facilitant ainsi le contrôle et la gestion des flux de pèlerins.

De nombreux pèlerins choisissent d'accomplir le *Hajj* vers la fin de leur vie, souvent après avoir épargné pendant des années pour financer ce voyage sacré. Pour beaucoup, ce pèlerinage représente l'aboutissement de leur dévotion religieuse et spirituelle. Certains espèrent même terminer leur vie en accomplissant ces rites sacrés, convaincus que mourir pendant le *Hajj* leur conférera une bénédiction particulière.

Prenons l'exemple de la communauté musulmane du Bangladesh. Pour ces fidèles, mourir en accomplissant le *Hajj* est perçu comme une immense bénédiction. Cette croyance repose sur l'idée que le pèlerinage purifie l'âme et rapproche le croyant de Dieu. Par conséquent, mourir en état de pureté spirituelle, dans un lieu aussi sacré, est considéré comme particulièrement honorable. Ce point de vue confère à ceux qui décèdent pendant le *Hajj* un statut spirituel élevé, respecté et admiré par leur communauté.

Pour ces pèlerins, le *Hajj* n'est pas seulement une obligation religieuse, mais aussi une occasion de rédemption et de renouveau spirituel. En économisant tout au long de leur vie pour ce voyage, ils montrent leur dévotion et leur désir d'accomplir ce devoir sacré. Mourir en terre sainte, selon leur croyance, garantit une transition plus douce vers l'au-delà, marquée par la miséricorde divine et la promesse de récompenses éternelles. ◆

ESPACE : LA MISSION CHINOISE CHANG'E 6 RAMÈNE SUR TERRE LES SECRETS CACHÉS DE LA LUNE

Dans la mythologie chinoise, Chang'e est la déesse de la Lune. Elle est souvent représentée comme une figure de grâce et de mystère, habitant la lune après avoir consommé un élixir d'immortalité. Cette légende a inspiré la Chine à nommer ses missions lunaires "Chang'e", symbolisant ainsi l'aspiration à explorer et à conquérir ce satellite naturel. La mission Chang'e 6, qui a récemment rapporté 2 kilos d'échantillons de la face cachée de la Lune, marque une avancée significative dans cette quête.

Avant de plonger dans les détails de Chang'e 6, il est important de rappeler les accomplissements de la mission Chang'e 5. Lancée en novembre 2020, Chang'e 5 était la première mission chinoise à ramener des échantillons lunaires sur Terre. Cette mission a réussi à collecter environ 2 kilogrammes de régolithes lunaires provenant de la région de *Mons Rümker*, située dans *l'océan des Tempêtes*, une zone jamais explorée auparavant.

Chang'e 5 a démontré la capacité de la Chine à effectuer des opérations spatiales complexes, incluant l'alunissage, le prélèvement d'échantillons, et le retour sur Terre. Ces succès ont posé les bases technologiques et opérationnelles pour les missions futures, y compris *Chang'e 6*.

Chang'e 6 représente une avancée audacieuse en

visant la face cachée de la Lune, un territoire encore largement inexploré. Cette mission, lancée en mai 2023, a pour objectif de ramener des échantillons de cette région mystérieuse. La face cachée de la Lune, toujours orientée à l'opposé de la Terre, présente des défis techniques considérables, notamment en matière de communication et de navigation.

La collecte de ces échantillons vise à étudier la composition chimique et minéralogique. L'analyse des échantillons permettra de mieux comprendre la composition de cette partie de la Lune, fournissant des informations précieuses sur son origine et son évolution.

Une autre dimension innovante de la mission *Chang'e 6* est la réalisation d'expériences biologiques et médicales en étudiant les effets de l'environnement lunaire sur les organismes vivants. Des échantillons biologiques seront exposés aux conditions de la Lune pour observer les impacts sur la vie. Cela inclut des recherches sur les bactéries, les plantes, et autres formes de vie. Les résultats de ces expériences fourniront des données importantes pour la préparation de missions habitées futures, en aidant à comprendre les défis biologiques et médicaux que les *taïkonautes* pourraient rencontrer. Les objectifs de la mission *Chang'e 6* sont conçus pour fournir des données inédites et des avancées technologiques qui auront un impact durable sur l'exploration lunaire et spatiale. La réussite de ces objectifs renforcera la position de la Chine en tant que leader dans l'exploration spatiale et ouvrira la voie à des missions encore plus ambitieuses, telles que l'établissement de bases lunaires et l'exploration de Mars.

Des enjeux de puissance pour la Chine

La conquête spatiale représente bien plus qu'un simple exploit technologique pour la Chine ; elle est un outil stratégique dans la quête de puissance et d'influence globale.

La réussite de missions comme *Chang'e 6* démontre la capacité technologique et l'expertise scientifique de la Chine. En réussissant là où peu de nations ont osé s'aventurer, la Chine se positionne désormais comme un leader dans l'exploration spatiale. L'exploration spatiale ouvre également des perspectives économiques. Les technologies développées pour les missions lunaires peuvent avoir des applications commerciales sur Terre, dans des domaines tels que les matériaux avancés, la robotique, et les télécommunications. De plus, la présence de ressources potentiellement exploitables sur la Lune, comme *l'hélium-3*, suscite l'intérêt pour une exploitation future. Sur le plan géopolitique, la conquête spatiale est un moyen pour la Chine de renforcer son influence et de démontrer sa puissance face aux autres grandes nations, notamment les États-Unis et la Russie. La Chine vise également à jouer un rôle clé dans les futurs projets internationaux d'exploration spatiale, y compris les missions vers Mars et les stations spatiales internationales. La mission *Chang'e 6* est un jalon crucial dans la progression de la Chine en tant que puissance spatiale. En réussissant à ramener des échantillons de la face cachée de la Lune, la Chine démontre non seulement son avance technologique mais aussi son ambition d'établir une présence durable dans l'espace. Cette mission ouvre la voie à de futures explorations et collaborations internationales, tout en renforçant la position stratégique de la Chine sur la scène mondiale.

Avec des objectifs clairs et des résultats impressionnants, *Chang'e 6* est plus qu'une simple mission spatiale ; elle est une déclaration de la place prééminente que la Chine entend occuper dans l'exploration et dans l'exploitation de l'espace, symbolisant un nouvel âge de découvertes et d'innovations. ◆

La mission chinoise Chang'e 6 a rapporté 2 kg de roches lunaires sur Terre ce mardi 25 juin 2024. La Chine devient ainsi la première nation à collecter des échantillons sur la face cachée de la Lune.



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE 24 : La sonde *Chang'e-6* ramenant des échantillons lunaires de retour sur la Terre.



ALLER PLUS LOIN...

- LE MONDE : Kenya, nouvelle journée de mobilisation sous tension après un mardi meurtrier.
- AFRICA NEWS : Manifestations au Kenya, au moins 22 morts, les tensions toujours vives.

Des manifestants défilant le 2 juillet 2024 à Nairobi suite à la mort de Kényans qui protestaient contre une loi de finances depuis abandonnée.

ÉMEUTES AU KENYA, LES RACINES DE LA CRISE

Depuis juin 2024, le Kenya a été secoué par une série de manifestations massives qui ont rapidement dégénéré en émeutes violentes. Ce mouvement de contestation, sans précédent par son ampleur et son intensité, a mis en lumière des frustrations profondes au sein de la population kényane. Pour comprendre les origines de ces émeutes, il est essentiel d'analyser plusieurs facteurs clés : l'opposition au projet de loi de finances 2024-2025, l'augmentation du coût de la vie, la contestation de la politique du président William Ruto, la mobilisation de la jeunesse, l'élargissement de la contestation et les problèmes économiques sous-jacents.

L'un des principaux déclencheurs des manifestations de juin 2024 a été l'annonce du projet de loi de finances pour l'année 2024-2025. Le gouvernement kényan, dirigé par le président William Ruto, a proposé un budget qui incluait des hausses significatives de taxes. Ces nouvelles mesures fiscales ont été perçues comme une tentative du gouvernement de combler le déficit budgétaire au détriment du citoyen moyen. Les augmentations de taxes prévues touchaient divers secteurs, y compris les produits de première nécessité et les services essentiels. Cette perspective a immédiatement suscité un fort mécontentement populaire, notamment parmi les classes moyennes et inférieures, déjà éprouvées par une situation économique difficile. Les critiques ont souligné que ces hausses de taxes auraient un effet dévastateur sur le pouvoir d'achat des ménages, aggravant la pauvreté et les inégalités. La proposition de nouvelles taxes est intervenue dans un contexte où le coût de la vie au Kenya était déjà en forte hausse. La population kényane subissait une inflation galopante, exacerbée par une série de dévaluations de la monnaie nationale, le shilling kényan. Les prix des denrées alimentaires, des carburants et des autres produits de base avaient atteint des niveaux insoutenables pour de nombreux citoyens. L'annonce des hausses de taxes a été perçue comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les citoyens ont exprimé leur colère et leur frustration face à une situation économique qui semblait se détériorer sans perspective d'amélioration. Les manifestations ont rapidement pris de l'ampleur, avec des slogans dénonçant l'incapacité du gouvernement à protéger le pouvoir d'achat des Kényans. Depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le président William Ruto a mis en place une série de réformes économiques controversées. Bien qu'il ait promis de revitaliser l'économie et de créer des emplois, ses politiques ont souvent été perçues comme favorisant les élites au détriment des classes populaires. Ruto a notamment créé et augmenté plusieurs prélèvements,

suscitant l'opposition croissante de la population.

La perception d'un gouvernement insensible aux difficultés du peuple a nourri le ressentiment et la colère. Les critiques ont accusé Ruto de ne pas tenir ses promesses de campagne et de mener une politique économique qui creuse les inégalités. Les manifestations de juin 2024 ont donc également été une occasion pour les Kényans d'exprimer leur mécontentement vis-à-vis de la gestion du pays par le président Ruto. Un élément clé des manifestations a été la mobilisation massive de la jeunesse kényane. Ce mouvement a pris naissance sur les réseaux sociaux, où le mot d'ordre "antitaxes" a rapidement gagné en popularité. Les jeunes, confrontés à un avenir incertain marqué par le chômage et la précarité, ont trouvé dans ce mouvement une plateforme pour exprimer leurs frustrations et leurs aspirations à un changement.

Les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial dans l'organisation et la coordination des manifestations. Des vidéos et des messages appelant à la mobilisation ont circulé largement, galvanisant les jeunes et les incitant à descendre dans la rue. Cette génération connectée et informée a su utiliser les outils numériques pour amplifier son message et attirer l'attention sur ses revendications. Si les premières manifestations étaient principalement centrées sur les nouvelles taxes, le mouvement de protestation s'est rapidement élargi pour inclure une série de revendications plus larges contre le gouvernement. Les manifestants ont commencé à dénoncer la corruption, le népotisme et l'inefficacité de l'administration publique. La colère initiale contre les hausses de taxes s'est transformée en une contestation générale du système politique et économique.

Cette dynamique d'élargissement a attiré des Kényans de tout âge et de toute condition sociale. Des syndicats, des organisations de la société civile et des groupes communautaires ont rejoint le mouvement, donnant lieu à des manifestations de grande ampleur dans tout le pays. Les revendications sont devenues plus diverses, allant de la demande de meilleures conditions de travail à la lutte contre l'impunité des responsables corrompus.

Malgré une croissance économique affichée, de nombreux Kényans n'ont pas ressenti les bénéfices de cette croissance. La dévaluation de la monnaie, l'inflation et le chômage ont contribué à une situation économique précaire pour une grande partie de la population.

Les politiques économiques du gouvernement, perçues comme inefficaces ou injustes, ont aggravé ce sentiment de désillusion. Les citoyens ont exprimé leur frustration face à une élite politique qu'ils estiment déconnectée de leurs réalités quotidiennes. Les manifestations ont été une façon pour eux de dénoncer ces inégalités et de réclamer une distribution plus équitable des ressources et des opportunités. Les émeutes de juin 2024 ont eu des conséquences profondes pour le Kenya. Les affrontements avec les forces de l'ordre ont entraîné de nombreuses victimes et des dégâts matériels importants. La répression violente des manifestations a été largement critiquée, tant au niveau national qu'international, mettant en lumière les tensions entre le gouvernement et la population.

Sur le plan politique, ces événements ont fragilisé la position du président Ruto et de son administration. Face à une opposition de plus en plus déterminée et à une population en colère, le gouvernement a été contraint de revoir certaines de ses politiques fiscales et de proposer des mesures d'apaisement. Toutefois, la confiance entre le pouvoir et les citoyens a été gravement ébranlée, et il faudra du temps et des efforts pour reconstruire cette relation. ◆



Une personne est arrêtée par la police lors d'une manifestation contre les assassinats par la police de personnes qui protestaient contre l'imposition d'augmentations d'impôts par le gouvernement, à Nairobi, Kenya, le 2 juillet 2024.



Manifestation contre la participation d'athlètes russes et biélorusses aux JO de Paris 2024 à Essen, en Allemagne, le 22 mars 2023.

J.O PARIS 2024, Y AURA-T-IL DES ATHLÈTES RUSSES ET BIÉLORUSSES ?

La situation des athlètes pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 a radicalement changé depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022. Le *Comité International Olympique* (CIO) permet aux athlètes russes et biélorusses de participer à l'événement, à condition qu'ils concourent sous une bannière neutre et qu'ils n'aient pas soutenu activement l'offensive russe en Ukraine. Cependant, ces athlètes doivent d'abord réussir à se qualifier, une tâche rendue plus difficile par leur exclusion de nombreuses compétitions internationales.

Lors d'une interview accordée au *Daily Telegraph* le mois dernier, John Coates, vice-président du CIO, a indiqué qu'il pourrait y avoir moins de 40 athlètes russes présents aux JO de Paris 2024. Il a également précisé que la Russie et la Biélorussie ne pourront certainement pas participer aux sports collectifs. En conséquence, on s'attend à voir environ 36 Russes et 22 Biélorusses aux Jeux de Paris, un chiffre très éloigné de la participation au Japon, où 335 Russes et 104 Biélorusses avaient concouru.

Pour mettre cela en perspective, la Russie, qui avait concouru sous drapeau neutre aux JO de 2021 à cause d'une suspension liée à un scandale de dopage, avait remporté environ deux fois plus de médailles (71, dont 20 en or) qu'elle n'aura d'athlètes à Paris cet été. Depuis son boycott des JO de Los Angeles en 1984, la Russie a toujours figuré parmi les cinq nations les plus médaillées lors des neuf olympiades suivantes. La Russie joue généralement un rôle majeur dans de nombreuses disciplines telles que la lutte, l'athlétisme, la gymnastique, l'escrime et la natation. ◆



Keir Starmer, nouveau Premier ministre britannique, lors de la campagne des élections législatives.

ALLER PLUS LOIN...

EURONEWS : Qui est Keir Starmer, le prochain Premier ministre britannique ?

FRANCE 24 : Législatives britanniques, nommé Premier ministre, Keir Starmer annonce son gouvernement.

ROYAUME-UNI, VICTOIRE ÉCRASANTE DES TRAVAILLISTES

Les élections législatives britanniques du 4 juillet 2024 ont été marquées par une victoire décisive du Parti travailliste, dirigé par Keir Starmer. Ces résultats ont transformé le paysage politique du Royaume-Uni, mettant fin à 14 années de gouvernement conservateur et ouvrant une nouvelle ère sous la direction du Parti travailliste.

Le Parti travailliste, sous la direction de Keir Starmer, a remporté une victoire écrasante en obtenant environ 410 sièges sur les 650 que compte la Chambre des communes. Cette majorité absolue lui permet de gouverner sans coalition, une position de force rarement vue dans l'histoire politique récente du Royaume-Uni. La campagne de Keir Starmer s'est caractérisée par une approche modérée et centriste, visant à séduire un large éventail d'électeurs. Starmer a mis l'accent sur des thèmes tels que la justice sociale, l'amélioration des services publics et une gestion économique prudente. Cette stratégie a permis de rallier non seulement les électeurs traditionnels

du Parti travailliste, mais aussi ceux des partis centristes et certains conservateurs déçus par le bilan de leur parti. Avec une telle majorité, le Parti travailliste dispose d'un mandat clair pour mettre en œuvre son programme politique. Les priorités immédiates incluront probablement la réforme du système de santé, des mesures pour lutter contre la crise du logement et des politiques économiques visant à réduire les inégalités. De plus, la victoire écrasante de Starmer renforce sa position au sein du parti, lui permettant de gouverner sans contestation interne majeure.

Défaite historique du Parti conservateur

Le Parti conservateur, dirigé par le Premier ministre sortant Rishi Sunak, a subi une défaite historique en ne conservant que 131 sièges, une perte de 241 sièges par rapport aux élections précédentes. Cette défaite est l'une des plus sévères dans l'histoire du parti. Plusieurs facteurs ont contribué à cette débâcle. Tout d'abord, l'usure du pouvoir après 14 années de gouvernement conservateur a joué un rôle crucial. Les électeurs ont exprimé leur mécontentement face à la gestion économique, en particulier en ce qui concerne le coût de la vie, l'inflation galopante et les inégalités croissantes. De plus, les divisions internes au sein du Parti conservateur sur des questions telles que le Brexit et la politique sociale ont affaibli sa cohérence et son attrait auprès des électeurs. Cette défaite pose des défis considérables pour le Parti conservateur. Rishi Sunak, dont la position est désormais très fragilisée, pourrait faire face à des appels à la démission. Le parti devra probablement entreprendre une réflexion approfondie et une restructuration pour regagner la confiance des électeurs. Cela pourrait inclure un retour à des politiques plus traditionnelles et une tentative de reconquête des électeurs perdus au profit du Parti travailliste et des Libéraux-démocrates. Les Libéraux-démocrates ont connu une progression significative, passant de 11 à environ 61-69 sièges. Cette performance marque un retour en force pour le parti, qui avait été largement marginalisé lors des élections précédentes. La campagne des Libéraux-démocrates s'est concentrée sur des thèmes tels que l'environnement, les droits civils et la réforme électorale. Leur positionnement en tant qu'alternative modérée et progressiste aux conservateurs et travaillistes a trouvé un écho favorable auprès d'un segment important de l'électorat, en particulier parmi les jeunes et les urbains. Avec une représentation parlementaire renforcée, les Libéraux-démocrates sont en position de jouer un rôle plus influent dans la politique britannique. Ils pourraient former des alliances stratégiques avec le Parti travailliste sur certaines questions, tout en conservant leur indépendance sur d'autres. Leur défi principal sera de maintenir et d'étendre leur base électorale tout en naviguant dans un paysage politique dominé par les deux principaux partis.

Reform UK, dirigé par Nigel Farage, fervent artisan du Brexit, a fait son entrée au Parlement avec environ 13 sièges. Ce succès marque un tournant pour le parti, qui cherche à capitaliser sur le mécontentement des électeurs eurosceptiques et conservateurs déçus. *Reform UK* s'est principalement concentré sur des politiques anti-immigrations, la souveraineté nationale et une critique virulente de l'establishment politique. Leur entrée au Parlement leur donne une plateforme pour influencer le débat politique, en particulier sur les questions liées à l'immigration et à la souveraineté. Bien que *Reform UK* reste un acteur relativement minoritaire, leur présence pourrait avoir un impact disproportionné sur certaines questions politiques. Ils pourraient par exemple faire pression sur le Parti conservateur pour adopter des positions plus dures sur l'immigration et l'UE. Toutefois, ils devront surmonter le défi de se maintenir en tant que force politique significative au-delà de cette victoire initiale.

Le SNP (*Scottish National Party*) a enregistré un net recul, passant de 43 à seulement 10 sièges. Cette perte reflète une désillusion croissante parmi les électeurs écossais envers le parti, qui a dominé la politique écossaise pendant plus d'une décennie. Le recul du SNP peut être attribué à plusieurs facteurs, notamment une gestion perçue comme inefficace des affaires écossaises et une fatigue des électeurs face à la question de l'indépendance. De plus, la montée du Parti travailliste et des Libéraux-démocrates en Écosse a fragmenté le vote anti-conservateur, affaiblissant ainsi le SNP. Cette défaite affaiblit considérablement les perspectives d'un nouveau référendum sur l'indépendance à court terme. Le SNP devra réévaluer sa stratégie et peut-être se concentrer davantage sur des politiques internes pour regagner la confiance des électeurs écossais.

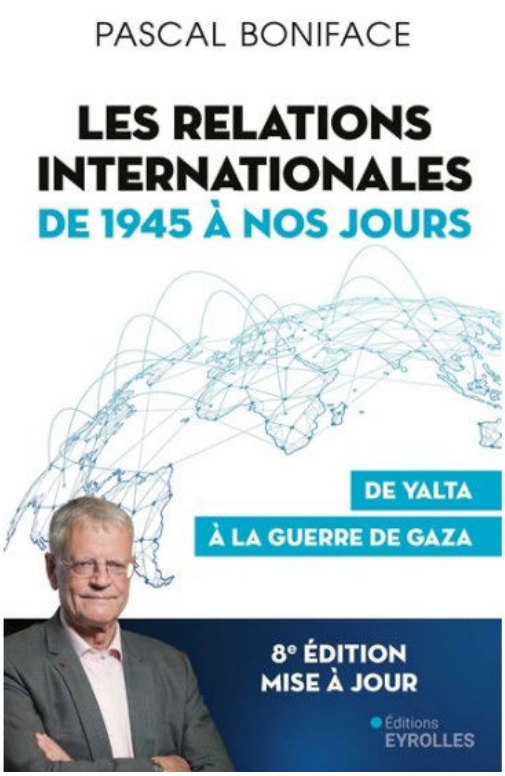
Keir Starmer doit être chargé de former le nouveau gouvernement, avec une priorité probable sur la stabilisation de l'économie et l'amélioration des services publics. Sa majorité confortable lui permet de mettre en œuvre son programme sans avoir à compter sur des partenaires de coalition, ce qui lui donne une grande liberté d'action. Le nouveau Parlement devrait se réunir pour la première fois le 9 juillet pour élire son président. Cet événement sera suivi du discours du trône prononcé par le roi Charles III le 17 juillet, qui exposera les grandes lignes du programme législatif du nouveau gouvernement.

Les élections législatives britanniques de 2024 ont profondément remanié le paysage politique du Royaume-Uni. La victoire écrasante du Parti travailliste sous la direction de Keir Starmer ouvre une nouvelle ère de gouvernance centriste et modérée. Pendant ce temps, le Parti conservateur doit faire face à une période de reconstruction après une défaite historique. Les Libéraux-démocrates, renforcés par leur succès, et *Reform UK*, nouvellement arrivé au Parlement, joueront également des rôles clés dans cette nouvelle dynamique politique. Enfin, le recul du SNP pourrait changer la donne en Écosse, affectant les débats sur l'indépendance. Ces résultats posent les jalons d'un avenir politique complexe et en évolution pour le Royaume-Uni.

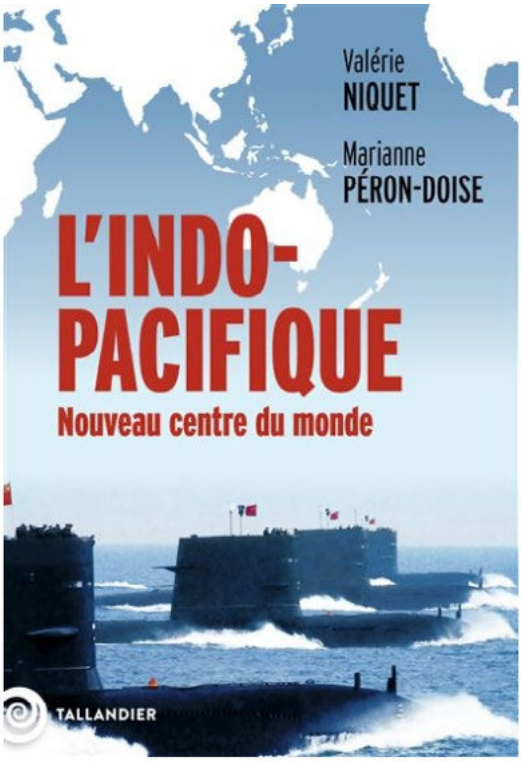
◆

DANS NOS LIBRAIRIES CET ÉTÉ





Que sera le monde d'après ? De 1945 à nos jours, Pascal Boniface retrace de façon directe, claire et vivante près de quatre-vingts ans de relations internationales. Il met ainsi en lumière les précédents, les choix et les biais géopolitiques qui permettent de décrypter l'actualité et de percevoir le monde dans sa globalité. Foisonnante et explosive, la période contemporaine ne cesse de nous surprendre : cet essai didactique constitue la référence indispensable des lecteurs désireux de prendre du recul pour aborder la mondialisation de façon éclairée et le présent en connaissance de cause. ◆



En une décennie, le concept d'Indo-Pacifique s'est imposé comme le lieu d'échanges incontournable pour la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, les pays d'Asie du Sud-Est, sans oublier la France, deuxième puissance maritime mondiale par ses Outre-mer.

L'Indo-Pacifique reflète le basculement de ce début du XXIe siècle. Autrefois voie de passage et point de contact entre les civilisations, il désigne aujourd'hui – de la Corne de l'Afrique à la côte ouest-américaine – un enjeu géostratégique majeur. Moteur économique tiré par les ambitions de la Chine et la maritimisation du monde, cette zone concentre 90 % du transport par conteneurs avec ses ressources, ses opportunités, mais aussi de grandes rivalités. Ces tensions sont fortement liées à la compétition entre puissances, aux revendications territoriales de Xi Jinping, notamment sur Taïwan et en mer de Chine, au dérèglement climatique mais aussi à la pêche illégale, à la piraterie et aux nombreux trafics qui s'y développent.

Cet ouvrage nous aide à comprendre cette large zone et ses multiples défis économiques, culturels, diplomatiques et stratégiques car les conflits territoriaux qui s'y jouent pourraient entraîner le monde dans une crise aux conséquences imprévisibles. Également laboratoire de la biodiversité, de la gouvernance des océans et de coopérations inédites, l'Indo-Pacifique incarne la nouvelle dynamique du monde où la France entend jouer un rôle. ◆

1. Le 80e anniversaire du Débarquement en Normandie a montré la force du lien européen avec l'Allié américain. Cet anniversaire a cependant été très particulier. Si Zelensky était présent, la possibilité d'une montée de l'extrême-droite dans tous les pays de l'Union, à la faveur des élections européennes, était possible.

2. Si ces élections semblent lointaines pour les citoyens français, elles ont été un test pour le pouvoir en place. Emmanuel Macron avait estimé que ces élections n'auraient aucune influence sur le destin national du pays, la victoire franche du Rassemblement national a bouleversé le monde politique. Retour sur des résultats prédits par les instituts de sondage et leurs conséquences nationales.

3. Après le séisme de l'annonce de la dissolution par le président de la République, une campagne de législatives anticipées très particulière est lancée en France. Une campagne rythmée et courte. Des unions qui doivent se créer. Ces législatives pourraient bien amener une majorité absolue pour le Rassemblement national. Retour sur une folle campagne.

4. Au soir du premier tour des législatives, le Rassemblement National semble être en passe de réussir son pari d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Pourtant, un barrage républicain se forme et les « brebis galeuses » du parti d'extrême-droite pèsent lourdement sur cette campagne. Au soir du second tour, c'est le Nouveau Front Populaire qui emporte la mise mais sans majorité franche... Les tractations vont démarrer pour choisir un nouveau Premier ministre à moins de 18 jours de l'ouverture des Jeux Olympiques.

Voici les actualités marquantes en France durant le mois de juin.

Emmanuel CALAFIORE



ALLER PLUS LOIN…

FRANCE BLEU : retour sur l'opération Overlord du Débarquement en chiffres et infographies

LE MONDE : retour sur cette célébration du 80e anniversaire du Débarquement

Anciens Combattants au cimetière et mémorial américain de Normandie à Colleville-sur-Mer

80E ANNIVERSAIRE DU DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE

Le 80e anniversaire du Débarquement en Normandie avait des accents particuliers. Alors que l'Europe vivait des élections européennes où les partis d'extrême-droite pourraient connaître une percée fulgurante, la France et ses Alliés célébraient les héros qui ont libéré notre pays du nazisme et du fascisme.

Une photo pour l'histoire : des navires de guerre proches de la plage du Débarquement, des parachutistes se posant sur celle-ci comme pour rappeler ce moment crucial. Et surtout les vétérans du D-Day, en fauteuil ou encore debout, ce sont les véritables héros de cet anniversaire : des applaudissements nourris pour ceux qui délivrèrent la France. Des applaudissements également pour Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, invité des cérémonies, avec son épouse.

Pour célébrer cette journée, la France avait vu grand. Trois jours de célébrations prévues en Normandie et en Bretagne. Trois journées pour des moments forts en émotion. Ainsi, le 5 juin, un hommage a d'abord été rendu aux parachutistes de la France Libre et de la Résistance. Le Président de la République avait aussi tenu à se rendre à Saint-Lô pour un hommage aux victimes civiles de cette ville surnommée « *la capitale des ruines* ».

Le plus grand moment de cet anniversaire fut celui du 6 juin où 25 chefs d'État et de gouvernement étaient attendus. Si aucun déjeuner ou dîner d'État a été prévu, Emmanuel Macron a voulu un temps de rencontre après les cérémonies du D-Day. Enfin, le 7 juin, Bayeux a accueilli les derniers moments de ce 80e anniversaire pour une cérémonie sur l'autorité de l'État.

La cérémonie du 6 juin a été le moment de temps forts : des tableaux historiques récités par Lambert Wilson, des chorégraphies, et les notes du « Chant des partisans » ont résonné au sein des personnes réunies.

Autre moment d'émotion très fort : la lecture de lettres

de soldats français, américains, anglais. Puis Emmanuel Macron a remis Légion d'honneur à 11 vétérans, sous les ovations nourries pour ces hommes venus libérer le pays. Ovations également pour le président ukrainien auquel Macron a assuré que l'Europe ne faiblirait pas dans son soutien au pays sous les feux russes.

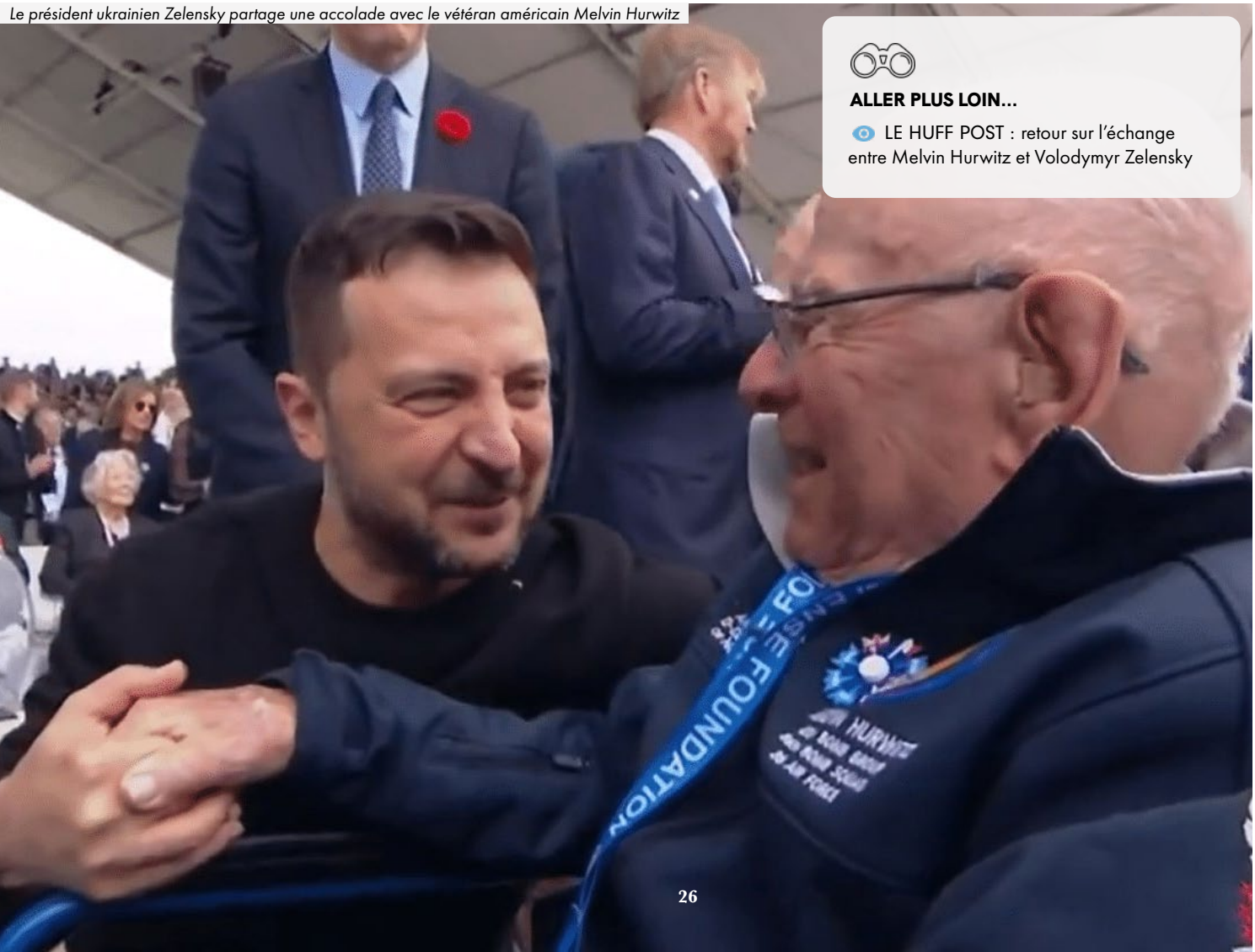
Reste une image désormais iconique de ce moment, quand Melvin Hurwitz, ancien militaire de la 8e Airborne dit à Zelensky : « *vous êtes le sauveur du peuple, je prie pour vous* » et que ce dernier lui répondra alors : « *Non c'est vous notre héros* ». Un échange rempli de larmes entre ces deux hommes qui a 80 ans d'écart luttent contre l'oppression extérieure. D'ailleurs, la Russie n'a pas été invitée : si le pays avait été annoncé comme invité mais pas son président, Vladimir Poutine, le 30 mai, l'Élysée avait fait marche arrière. Pour le Palais, le pays n'était plus invité compte tenu de l'agression toujours menée contre l'Ukraine.

Enfin, pour la petite histoire, lors de la commémoration en Normandie, un vétéran était très attendu. Andy Negra a fêté le jour des célébrations son 100e anniversaire. Débarqué à Utah Beach le 18 avril 1944, il a tenu à revenir en Normandie après avoir fait le voyage en 2023. La raison ? Ce voyage a été le déclic de son implication pour faire vivre la mémoire de la Seconde Guerre mondiale aux USA. On ne compte plus depuis les conférences qu'ils donnent auprès d'écoles ou d'associations. Cette année, pour son retour en France, il est même allé à la rencontre d'élèves français à Bayeux.

Ces trois jours de cérémonie sont le prélude aux autres commémorations prévues par la République française : Oradour-sur-Glane et le Mont-Valérien, le 10 juin. Un rappel de cet anniversaire sera fait lors du défilé du 14 juillet même si celui-ci n'est pas à proprement parler un moment de commémoration pour la Seconde Guerre mondiale.

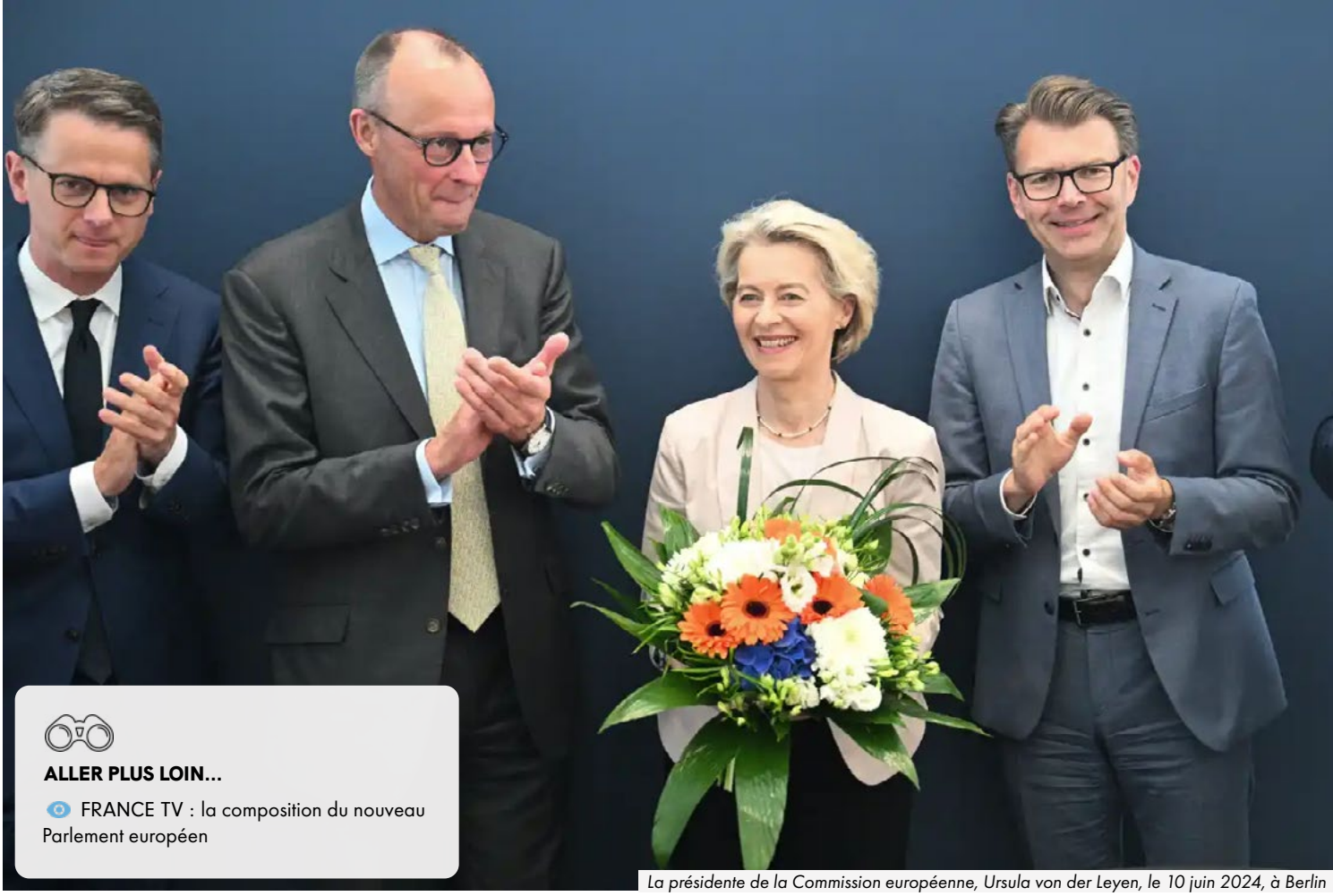
Enfin, ce 80e anniversaire se poursuivra avec celui du Débarquement en Provence (débuté le 15 août 1944) et des hommages aux combattants venus de l'étranger. Puis la Libération de Paris sera célébrée par un événement populaire fin août et le final est prévu à Strasbourg pour le 80e anniversaire de la libération de la ville avec un focus sur l'importance de « *l'Europe comme réponse à la guerre* ». ◆

Le président ukrainien Zelensky partage une accolade avec le vétéran américain Melvin Hurwitz



ALLER PLUS LOIN...

LE HUFF POST : retour sur l'échange entre Melvin Hurwitz et Volodymyr Zelensky



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE TV : la composition du nouveau Parlement européen

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, le 10 juin 2024, à Berlin

DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES AUX CONSÉQUENCES NATIONALES

Les élections européennes étaient très attendues dans une union marquée par la crise russo-ukrainienne ou encore une opposition à une écologie jugée trop punitive (les récentes manifestations des agriculteurs contre les normes européennes écologiques sont au cœur du scrutin).

En France, même si le Président de la République s'en défend, pour les forces d'opposition dont le Rassemblement national, ces élections sont celles d'un possible vote sanction contre la politique macroniste... Et qui sait la possibilité de chambouler le paysage politique français.

Quels résultats en Europe ?

Durant 4 jours (du 6 au 9 juin), les électeurs de l'Union européenne ont été appelés aux urnes. D'un point de vue purement européen, ces élections n'ont pas marqué la poussée attendue de l'extrême-droite. En effet, le PPE (Parti Populaire européen de centre droit) reste la principale force politique du Parlement, permettant ainsi à Ursula von der Leyen d'être reconduite à la présidence de la Commission européenne.

Cependant, si on ne peut parler de séisme, il faut reconnaître que la progression de l'extrême-droite est réelle alors que l'écologie est en recul, au moment où les questions environnementales sont au cœur d'un début d'année soumis à des dérèglements climatiques.

Si l'extrême-droite ne gagne que 13 élus pour cette nouvelle mandature (131 élus au total), elle pourra compter sur des partis extrémistes non-inscrits, même si les rapprochements semblent parfois difficiles entre eux. Autre enseignement : si l'extrême-droite a réussi à s'imposer en France et en Italie, elle recule en Hongrie (dirigée par Viktor Orban, Premier ministre nationaliste).

Et si la droite reste la première force politique au

sein de l'UE, c'est grâce aux bons résultats en Allemagne, en Espagne ou encore en Pologne. Le PPE compte désormais 185 élus (soient 5 de plus), les écologistes comptent 19 élus de moins, le groupe Verts et ALE (Alliance libre européenne) rassemble seulement 72 eurodéputés. La raison est à chercher dans les mauvais résultats allemands et français alors que les écologistes restent en tête au Danemark, aux Pays-Bas et sont en force en Suède et en Finlande...

Finalement, ces élections auront réussi à mobiliser les Européens avec une participation en légère hausse à 50,8% des inscrits.

Qu'en est-il en France ?

Pour permettre aux élus français de siéger au Parlement européen, il faut que le parti obtienne plus de 5% des suffrages. Avec 38 listes au total, seules 7 listes ont réussi à dépasser les 5% nécessaires.

L'abstention s'est élevée à 48,51% (soit 1,37 point de moins qu'en 2019) : la participation des électeurs français est donc en légère hausse.

Longtemps donné en tête des sondages, le Rassemblement national mené par Jordan Bardella remporte 31,37% des suffrages, soit 30 sièges au Parlement européen. Une progression de 12 eurodéputés par rapport à 2019 et désormais la première place européenne en France.

Au coude à coude, le parti présidentiel mené par Valérie Hayer prend la seconde place à seulement 1 point d'écart du parti socialiste, Place Publique, mené par Raphaël Glusckmann.

Si les Verts reculent, c'est le parti d'Éric Zemmour emmené par Marion Maréchal qui fait son apparition au parlement européen, avec 5 sièges. Et ainsi, il fait jeu égal avec les Verts.

Deux enseignements sont à tirer de ces résultats : si le Rassemblement national continue sa percée, les partis de gauche obtiennent 27 sièges au total pour devenir la deuxième force européenne française, mais sans alliance notamment par les prises de position de LFI contre Israël qui divise fortement la gauche.

Au soir des résultats, tous les regards se tournent vers le Président de la République. La candidate de la majorité présidentielle, Valérie Hayer, n'aura pas réussi à s'imposer et s'est bien souvent trouvée en difficulté, au point qu'un débat fut organisé entre Jordan Bardella et Gabriel Attal, Premier ministre. Le premier aura plus d'une fois exigé qu'en cas de victoire, le Président en tire la seule conclusion qui s'impose : une dissolution pour permettre aux Français d'être pleinement représentés.

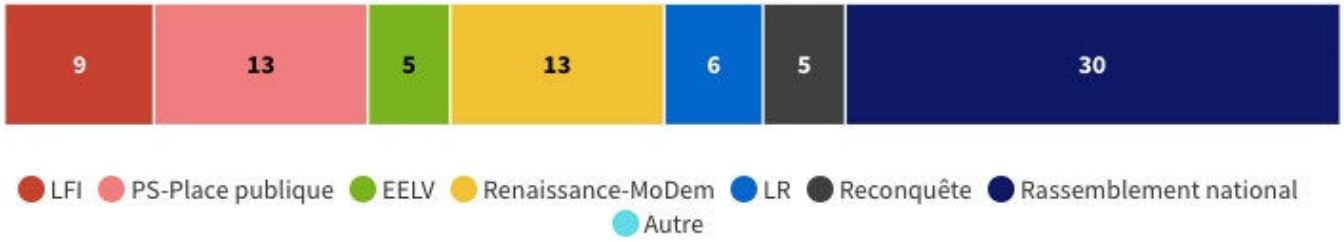
Longtemps, Emmanuel Macron a estimé que le scrutin européen n'aurait aucune conséquence nationale, mais sans doute n'avait-il pas prévu cette poussée d'extrême-droite qu'il avait réussi à contenir en 2019. Quand les médias annoncent les résultats à 20 heures, très vite, ils ajoutent que le Président va prendre la parole pour une allocution officielle... Dans toutes les têtes, dans tous les esprits, la dissolution semble désormais évidente.

La dissolution :

L'article 12 de la Constitution permet au Président de dissoudre l'Assemblée nationale. Pour Emmanuel Macron, il s'agit de « *redonner (au peuple) le choix de (son) avenir parlementaire par le vote* ». Et si le Président a confiance en cette France « *qui saura s'unir et résister* », sans doute, n'a-t-il pas voulu comprendre la colère des Français déçus par les politiques de gauche et de droite. Une colère au point de vouloir porter à l'Assemblée nationale : une majorité claire et

Elections Européennes 2024 : les résultats en France

Répartition des 81 sièges d'eurodéputés français par parti politique selon les estimations de résultats à la sortie des urnes en France



franche pour le Rassemblement national.

Cette annonce de la dissolution est un véritable séisme pour l'ensemble du pays. Un séisme, car les sondages donnent le parti de Marine Le Pen à Matignon. Un séisme à seulement moins de deux mois de l'ouverture des Jeux olympiques à Paris. Un séisme dans le suivi des dossiers. Et enfin un séisme par ce calendrier contraint et choisi par le Président : 30 juin et 7 juillet pour ces élections anticipées, soit la veille des vacances scolaires. Les électeurs auront-ils envie de se mobiliser ?

Pour la première fois, la Ve République va vivre la campagne la plus courte de son histoire. Les différentes composantes politiques du pays encaissent le choc de cette annonce. Si le Rassemblement national réclamait une dissolution, cette rapidité d'organisation de campagne ne risque-t-elle pas de leur poser un problème ? À gauche, les points de désaccords sont tellement nombreux qu'une nouvelle union, comme en 2022, semble impossible. La NUPES est morte et enterrée, et aux Européennes, les partis se sont présentés en ordre dispersé. Comment le PS peut-il envisager un ralliement avec LFI où la figure de Jean-Luc Mélenchon semble être un poids ?

Enfin, que reste-t-il des Républicains à l'annonce de cette dissolution ? François-Xavier Bellamy, balayé aux Européennes, montre clairement que le parti de Nicolas Sarkozy doit se réinventer. Mais comment : par une union avec le parti présidentiel, avec le regard tourné vers l'extrême-droite ou alors par une réfection complète ?

Quant à la majorité présidentielle, désormais majorité sortante, les réactions sont mitigées. Seuls quelques proches du Président semblaient au courant de cette dissolution que ce dernier avait imaginée depuis quelques semaines déjà.

Pour tous les analystes politiques, Emmanuel Macron prend un pari : un coup de poker dont le pays pourrait bien rencontrer des difficultés à se remettre... ◆



ALLER PLUS LOIN...

YOUTUBE: retour en image sur l'adresse aux Français par laquelle Emmanuel Macron dissout l'Assemblée nationale

20 MINUTES: les réactions des forces politiques au soir du 9 juin



Photo de famille du Nouveau Front Populaire

ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE TV: les oppositions face à Jean-Luc Mélenchon
- LA VOIX DU NORD: la bataille dans la 1ère circonscription du Nord
- LA MONTAGNE: pourquoi Éric Ciotti reste président des Républicains
- 20 MINUTES: pourquoi LFI n'est pas un parti d'extrême-gauche
- CAPITAL: nombre de procurations établies pour ces législatives

APRÈS LA DISSOLUTION, LES MANŒUVRES POLITIQUES POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ

L'annonce d'élections législatives anticipées peuvent se résumer à cette photo prise par Soazig de la Moissonnière, photographe officielle de la présidence de la République. Le Président de dos face à son Premier ministre, Gabriel Attal, la présidente de l'Assemblée, Yaël Braun-Pivet et le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

Une photo au moment de l'annonce, une photo après laquelle Gabriel Attal tentera de dissuader le Président de procéder à cette dissolution en lui servant de fusible. Attal ira même jusqu'à donner sa démission au Président pour essayer de relancer le pays et la majorité présidentielle... Mais depuis quelques jours déjà, Emmanuel Macron cherche à reprendre la main. Pour lui, la seule solution est la dissolution où il fait confiance aux Français pour redonner un cap au pays. Cap qu'il espère au sein de la majorité présidentielle. Le Chef de l'État pense-t-il alors à De Gaulle qui après mai 1968 avait dissout l'Assemblée pour restaurer l'ordre et avait obtenu alors une majorité écrasante ?

Que va faire la gauche ?

C'est la question épineuse : la NUPES n'est plus l'alliance de 2022. Elle craquelle de tous les côtés avec des oppositions lors des élections européennes où Raphaël Glucksman (Place Publique, donc le PS) a rappelé que « *Jean-Luc Mélenchon est un problème immense* ». Il le précisera notamment avant le second tour des législatives.

Et contre toute attente, la gauche réussit à s'unir pour éviter un départ en ordre dispersé. François Ruffin, député sortant de la 1ère circonscription de la Somme, appelle à la création d'un Front Populaire comme en 1936. Les négociations démarrent entre le PS, EELV, le PCF et LFI. En 4 jours seulement, le Nouveau Front Populaire (NFP) est créé et investi ses candidats, parfois dans la douleur, quand LFI n'investit pas des députés sortants et figures médiatiques emblématiques (comme Raquel Garrido ou Alexis Corbière). Entre dissidence et vengeance, LFI montre un visage compliqué qui pourrait effrayer les électeurs

de ce Nouveau Front Populaire. Il y a aussi le cas Adrien Quatennens à Lille qui, après les oppositions des mouvements féministes, acceptera de se retirer pour empêcher la victoire du NFP dans sa circonscription. Cependant, malgré son désistement pour Aurélien Le Coq, une candidature dissidente se maintient. Amy Bah, qui s'était présentée contre Quatennens, a voulu maintenir sa candidature comme seule investie par le NFP.

Enfin, Jean-Luc Mélenchon fait entendre sa petite musique car il dit « *se sentir capable* » d'être Premier ministre.

Les ralliements de certains LR au RN :

Les grandes manœuvres s'observent aussi au Rassemblement National. Cependant le rapprochement avec les partisans de Reconquête ne semble pas à l'ordre du jour. Alors, à la surprise générale, Marion Maréchal décide de retourner dans le parti familial... Alors qu'elle vient juste d'être élue députée européenne sous l'étiquette Reconquête. Elle est alors aussitôt exclue du parti d'Éric Zemmour.

Mais le coup de tonnerre vient des Républicains. Éric Ciotti, député sortant des Alpes-Maritimes, annonce souhaiter une alliance avec le Rassemblement national. Dans le camp de l'ancien parti de Nicolas Sarkozy, c'est le début d'un psychodrame. Désormais, exclu du parti, Éric Ciotti s'y accroche et sera même confirmé dans son rôle de président par le tribunal judiciaire de Paris. Au sein des Républicains, le flou est installé : en tant que président du parti, Éric Ciotti peut encore exclure des adhérents comme Xavier Bertrand. Une division à droite qui semble aussi forte que l'union est réussie à gauche.

Quel sort de la majorité présidentielle ?

Pour Ensemble, le parti présidentiel, c'est le Premier ministre qui va s'engager dans la campagne et les candidats du parti présidentiel vont même demander à ne pas être en photo avec le Président de la République. Une sorte de défiance s'installe.

Mais pour la majorité, il faut trouver un nouvel ennemi. Elle va donc renvoyer dos à dos le RN et LFI. Ce sont les deux partis extrêmes désignés, même si le Conseil d'État a montré que les deux partis n'étaient pas comparables et que seul le parti de Marine Le Pen est dénommé parti d'extrême-droite. Mais cette comparaison servira principalement aux opposants de LFI qui prend trop de place et inquiète la majorité présidentielle.

Maintenant, la question pour tous les partis est de savoir quelle sera la mobilisation de l'électorat lors de cette campagne éclair ? Plus la participation sera forte, plus les résultats donneront une véritable photographie de la société française. Et très vite, la réponse à la question est connue : la participation sera forte, en témoigne le nombre de procurations pour les deux tours de ces législatives. Si près de 2,6 millions ont été établies pour le premier tour, elles passent à 3,2 millions pour le second tour. ◆

LES RÉSULTATS DES LÉGISLATIVES : QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE DU PAYS ?

Il est possible de tirer deux enseignements au soir du premier tour :

Tout d'abord jamais depuis 2002, la participation n'a été aussi importante pour des législatives. Outre les 2,6 millions de procurations établies, le nombre de votants est de près de 49 millions.

Second enseignement, le Rassemblement national et ses alliés sont en tête avec plus de 33,1% des voix. Cette victoire nette laisse espérer à Marine Le Pen la majorité absolue à l'Assemblée nationale et l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon.

Ce dernier est d'ailleurs très clair et le répète : « *pour gouverner, pour nous essayer, j'ai besoin d'une majorité absolue* ». Pour la première fois, le président du RN met dans la balance sa possible nomination à Matignon en corrélation avec les résultats du second tour.

Des désistements « républicains » :

Pour tenter d'inverser la tendance, dès le soir du premier tour, les membres du NFP appellent tous leurs candidats engagés dans une triangulaire où ils occupent la 3e position à se désister pour le candidat du parti présidentiel ou le candidat LR mieux placé. Cet appel est notamment martelé par Jean-Luc Mélenchon : « *aucune voix ne doit aller au RN* ». Si dans les rangs de la gauche, les désistements se font avec rapidité, certains candidats n'appellent pas clairement à voter pour le candidat en tête mais plus à faire barrage au RN. C'est le cas par exemple dans la 10e circonscription du Nord où Gérald Darmanin, en tête au premier tour, est opposé dans une triangulaire à Sébastien Verbrugghe du RN et Leslie Mortreux. La candidate, arrivée 3e et membre du NFP, va se désister pour faire barrage au RN mais n'appelle pas clairement à voter pour le ministre de l'Intérieur.

En face, dans le camp des Républicains et du président, les désistements ne sont pas aussi francs. Certains candidats se le font sans sourciller et clairement (comme Noé Gauchard du NFP au profit d'Elisabeth Borne, l'ancienne Première ministre dans la 6e du Calvados, lui permettant ainsi de l'emporter au second tour).

D'autres éprouvent de grandes difficultés et annoncent qu'il ne faut voter ni pour un candidat RN, ni pour un candidat NFP, étiqueté LFI qui est un autre extrême. C'est le fameux « ni-ni » que va lancer Bruno Le Maire au point de faire réagir Marine Tondelier chez les écologistes.

Quelles conséquences des désistements ?

Une sorte de dynamique inverse s'enclenche pour permettre au barrage de s'ériger de nouveau face au RN. Si les sondages constatent une inversion des courbes, ils donnent tous jusqu'au vendredi d'avant le second tour, une victoire du RN mais sans majorité absolue.

Et cette inversion se ressent jusque dans les rangs des candidats RN. Nombreux sont ceux qui refusent de participer à des débats de second tour. Sans compter ces dossiers qui sortent : une candidate en photo avec une casquette nazie, un autre sous curatelle, une qui a commis un braquage à main armé et d'autres qui réaffirment des propos racistes ou négationnistes : de simples « *brebis galeuses* » reconnaîtra le président du RN, Jordan Bardella.

Enfin, sur le terrain, la campagne est jugée malsaine : agressions physiques de certains militants ou candidats lors des collages d'affiches, des tractages sur les marchés.

Quelques heures avant les résultats, si la hausse de la participation est certaine : 66,63%, les sondeurs rencontrent des difficultés à prévoir quelle force remporte cette élection.

Joie des militants du RN au soir du 1er tour



ALLER PLUS LOIN...

LE FIGARO : les propos de Jordan Bardella dans la presse pour appeler à une majorité franche

Des résultats et contre-résultats tombent toutes les 15 minutes. Et finalement, à 20h, la surprise est grande de voir le Nouveau Front Populaire en tête de ce second tour, suivi par les députés du parti présidentiel et leurs alliés. Le Rassemblement National n'obtient que la 3e position.

Si pour le parti de Marine Le Pen, il s'agit d'un échec, les députés d'extrême-droite relativisent en arguant notamment de la montée d'une vague « bleu Marine » et du fait qu'à eux seuls et sans union (à part quelques députés LR-RN compatibles), le Rassemblement national est la première force du pays.

Les résultats sont les suivants : 184 députés NFP, 166 de la majorité présidentielle et 143 pour le RN et ses alliés (17 députés LR-RN).

Comment les sondeurs n'ont-ils pas vu arriver cette victoire ?

Selon le président de l'institut de sondage Elabe, Bernard Sananès, l'échec des estimations se mesure à la formation du front républicain « *massif que nous n'avons pas intégré suffisamment* ». L'analyse se veut aussi plus fine : le report de voix s'est quasiment fait parfaitement : sur 160 duels gauche/RN, 100 ont été emportés par la gauche. Et sur 130 duels centre/RN, les trois quarts ont été remportés par le centre.

Et maintenant, quelle Assemblée nationale sans véritable majorité absolue ?

C'est donc la gauche qui peut être amenée à prendre la tête d'une formation gouvernementale.

Le Président de la République a le temps pour nommer un nouveau gouvernement. Ainsi quand Gabriel Attal lui a présenté sa démission le lundi midi, Emmanuel Macron l'a refusée. Il lui a même demandé de rester en poste « *pour le moment afin d'assurer la stabilité du pays* ». Cette demande fait écho aux propos du Premier ministre le soir du second tour. Il avait annoncé qu'il resterait en fonction « *aussi longtemps que le devoir l'exigerait* ». Cela permettra alors au Chef de l'État de démarrer ses consultations pour trouver un Premier ministre issu du Nouveau Front Populaire et capable d'apaiser les tensions au sein des partis de gauche. La proposition devrait se faire après un vote ou par consensus au sein des partis de gauche.

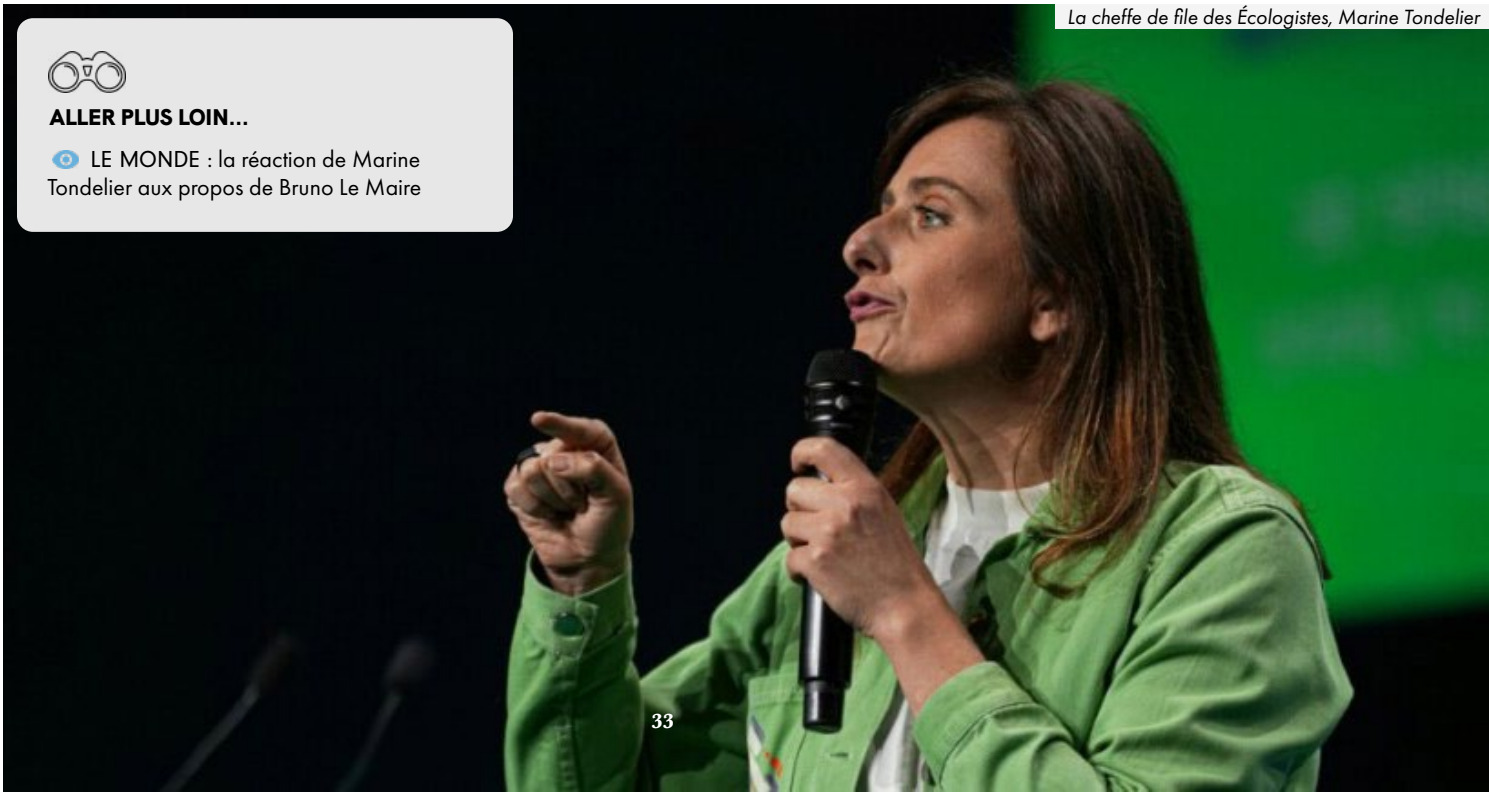
La France verra-t-elle la quatrième cohabitation de l'histoire de la Ve République ou un gouvernement dit « technique » sera-t-il mise en place avec des hauts-fonctionnaires pour assurer la continuité de l'État ? La réponse interviendra selon les tractations et sans doute dans l'importance de montrer l'image d'une nation unie à la face du monde alors que Paris va accueillir les Jeux olympiques. ◆

Page suivante :

La composition de la nouvelle Assemblée nationale

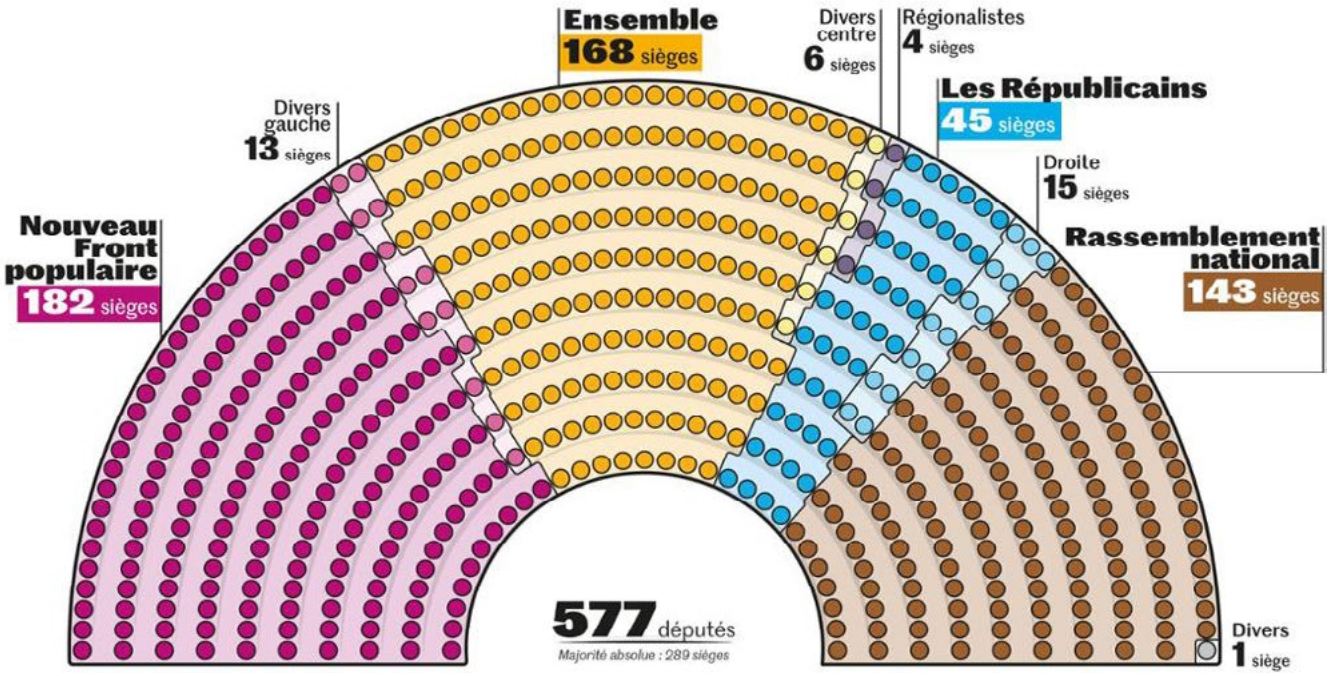
ALLER PLUS LOIN...

LE MONDE : la réaction de Marine Tondelier aux propos de Bruno Le Maire

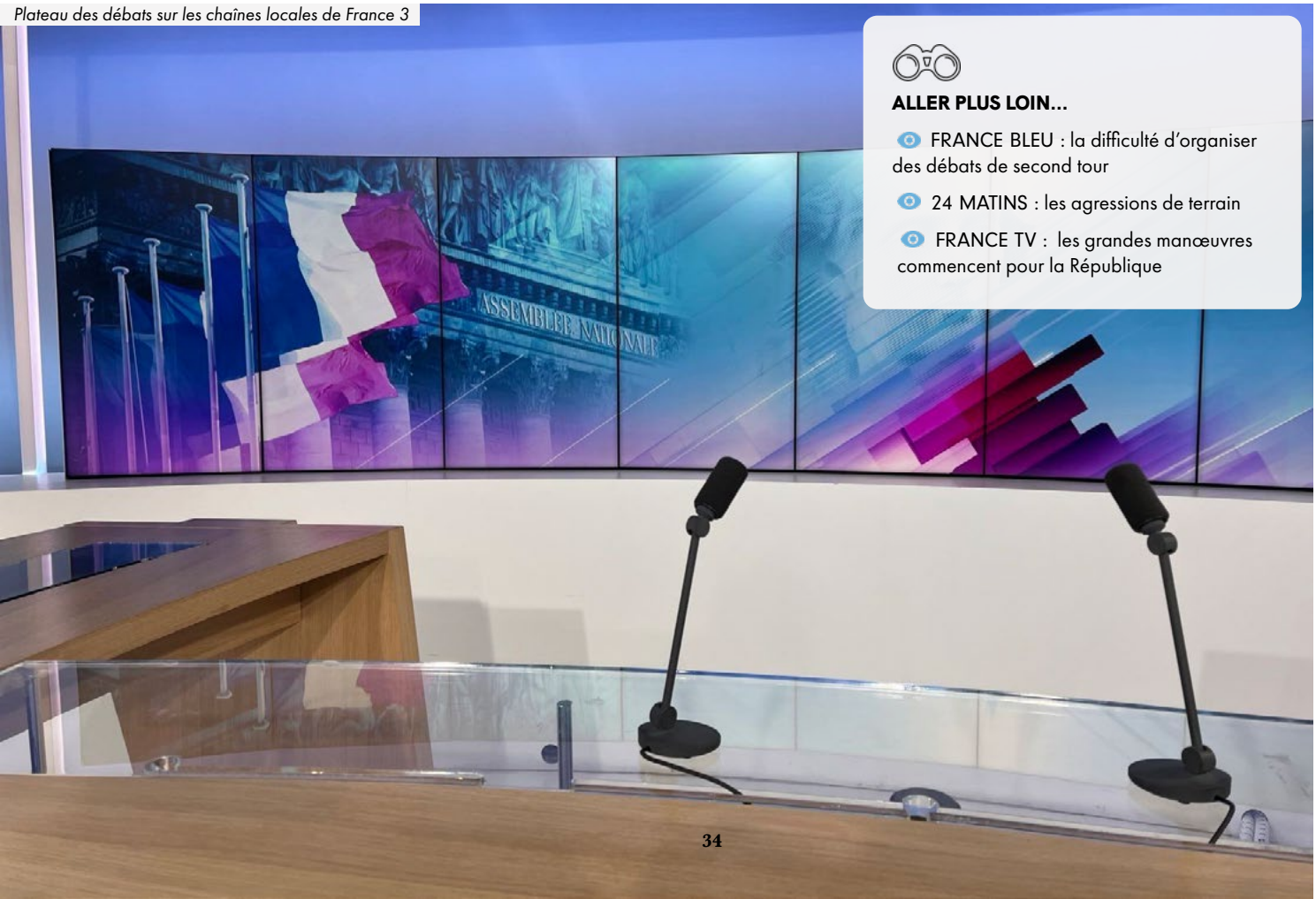


La cheffe de file des Écologistes, Marine Tondelier

Composition de la nouvelle Assemblée nationale

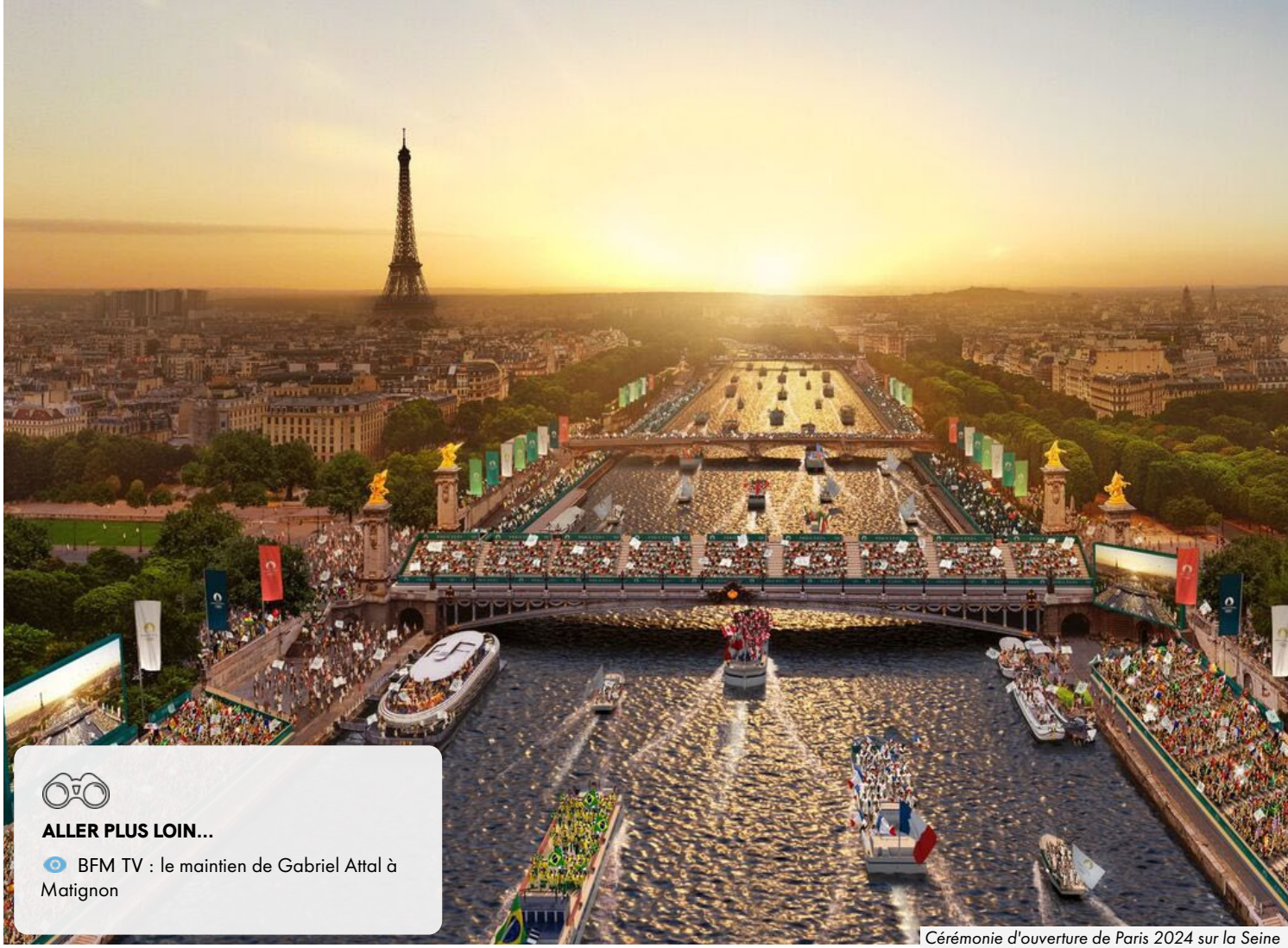


Plateau des débats sur les chaînes locales de France 3



ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE BLEU : la difficulté d'organiser des débats de second tour
- 24 MATINS : les agressions de terrain
- FRANCE TV : les grandes manœuvres commencent pour la République



ALLER PLUS LOIN...

BFM TV : le maintien de Gabriel Attal à Matignon

Cérémonie d'ouverture de Paris 2024 sur la Seine

ET MAINTENANT, QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES JEUX ?

Elles semblent minimes selon les ministres en place : tout est prêt pour accueillir cet événement mondial.

Pour exemple, le parcours de la flamme n'a pas été interrompu et les relayeurs ont poursuivi ce cortège dans tous les départements qui ont décidé d'accueillir le feu sacré d'Olympie.

De même, en termes de sécurité, Gérald Darmanin, a clairement expliqué que toute la sécurité était organisée et que les dossiers seraient remis à la personne qui lui succéderait pour faire de la France et des Jeux un endroit sûr. En effet, le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'après les législatives, il souhaite siéger à l'Assemblée en affirmant sa volonté de quitter le gouvernement.

Enfin, pour quelle raison les Jeux ne sont-ils pas « en danger » après ces résultats ? Simplement parce que le Chef de l'État peut donc décider de ne pas accepter la démission de son gouvernement après les résultats des législatives. En effet, à part l'élection d'un nouveau président ou d'une nouvelle présidente au perchoir de l'Assemblée, tant que le gouvernement ne fait pas passer de lois, il peut rester en place. Ainsi, Emmanuel Macron pourrait garder son gouvernement jusqu'aux Jeux olympiques pour entériner le changement de Premier ministre en septembre uniquement.

Gabriel Attal l'a même assuré lors de son dernier déplacement de campagne : « *aussi longtemps que ce sera nécessaire, notre gouvernement (assurera la continuité de l'État). On a un gouvernement (...) mobilisé dans tous les secteurs, dans tous les domaines* ». ◆



Gabriel Attal annonce la suspension de la mise en oeuvre de la réforme de l'assurance chômage

ALLER PLUS LOIN...

USINE NOUVELLE : pour aller plus loin sur ce renoncement

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ : LA RÉFORME DE L'ASSURANCE SUSPENDUE

Dans un contexte de forte tension lors de ces législatives anticipées et parce que le Rassemblement national est proche des portes du pouvoir, le Premier ministre, Gabriel Attal a décidé de suspendre la réforme de l'assurance chômage.

Sans doute un des symboles forts de ce désamour pour le parti présidentiel, l'assurance chômage et sa réforme pour permettre aux Français de retrouver plus facilement un travail.

Le soir du premier tour des législatives, face à la vague RN, le Premier ministre a décidé de suspendre cette réforme controversée de l'assurance chômage.

Une réforme dont l'application était prévue pour le 1er juillet. Cette réforme, pour rappel, devait limiter l'indemnisation des demandeurs d'emplois à 15 mois contre 18 actuellement.

Ce choix avait aussitôt déclenché la colère des partis politiques de gauche comme d'extrême-droite. Le but recherché est le plein emploi car depuis 2017, si Emmanuel Macron a réussi à inverser la courbe du chômage, il se retrouve désormais sur un palier qu'il ne sait restreindre. Palier renforcé par le déficit public de l'État. Alors pour retrouver des financements pour remplir les caisses, il avait été décidé de la diminution de la durée d'indemnisation, basée aussi sur des critères d'éligibilité revus également à la baisse.

Les résultats du premier tour des législatives, la peur d'une cohabitation avec le Rassemblement national, ont alors poussé le Premier ministre à fermer la porte à la réforme mais à rouvrir celle des négociations avec les forces d'opposition. Et de fait, les règles actuelles de l'assurance chômage restent donc en vigueur. ◆



ALLER PLUS LOIN…

- FRANCE TV : retour sur les cagnottes en ligne en Nouvelle-Calédonie
- FRANCE TV : un état des lieux des organisations des transports en Nouvelle-Calédonie
- FRANCE TV : la suspension de la réforme

L'association AFP Theros, implantée à Vernon (Eure), soutient Dorcas, association d'entraide à Nouméa (DR)

RETOUR SUR L'ACTUALITÉ : SITUATION TOUJOURS COMPLIQUÉE À NOUMÉA

En Nouvelle-Calédonie, les émeutes et barrages n'ont pas cessé. De fait, l'État a décidé du maintien du couvre-feu entre 20h et 6h du matin. Un couvre-feu prolongé désormais jusqu'à la fin du second tour des législatives.

En annonçant la dissolution de l'Assemblée nationale, le président a de nouveau entraîné l'archipel dans une crise majeure démarrée en avril dernier. Alors la solidarité s'organise comme la multiplication de cagnottes en ligne pour aider à reconstruire les activités, à défaut de permettre la réparation des dégâts liés aux émeutes.

Dans ce contexte, les élections législatives se sont tenues dans un climat tendu. Les forces de police et de gendarmerie ont été mobilisées pour permettre à tous les citoyens de l'archipel de se rendre dans les bureaux de vote.

En revanche, les panneaux électoraux n'ont pas été installés, faute de moyens. De même l'organisation du scrutin a été réduite à son minimum. Des bureaux de vote sont par exemple regroupés à Nouméa car même si les barrages sont déblayés la nuit par les forces de l'ordre, ils sont remontés dès les premières heures du matin. Pour tenter de permettre aux citoyens de voter quand même, les procurations ont été plus nombreuses… d'autant qu'aucun transport en commun ne fonctionne en Nouvelle-Calédonie pour amener les électeurs dans les bureaux de vote.

Enfin, la réforme électorale à l'origine des troubles sur le Caillou a été suspendue par le Chef de l'État. Au lendemain des élections européennes, et de l'annonce de la dissolution, cette annonce devrait permettre selon les mots d'Emmanuel Macron de « *donner toute sa force au dialogue sur place et au retour à l'ordre* ». Si cette décision a été accueillie favorablement, elle n'a pas empêché la fin des troubles puisque pour beaucoup, la demande voulue par une large partie de la classe politique locale et nationale est : un retrait pur et simple de la réforme constitutionnelle. ◆

L'ESSENTIEL SUR...

- Cahiers français, n°411 – 10 juillet 2019, « Le handicap, un enjeu de société »

- Jacques Audiard, *De rouille et d'os*, 2012



Cahiers français, n°411– 10 juillet 2019 « Le handicap, un enjeu de société »

Fiche réalisée par Ambre MESNIER



Le handicap dans les politiques publiques

La prise en charge du handicap par l'Etat a évolué depuis ces 40 dernières années. En effet, après s'être trouvées dans une logique d'assistance (charité chrétienne, aider les plus différents), les politiques publiques ont prôné une logique d'intégration/ insertion à la société des personnes en situation de handicap. Aujourd'hui, ce paradigme d'intégration se voit modifié, avec une toute nouvelle dynamique, celle de l'inclusion. Ce paradigme de l'inclusion s'appuie sur la volonté d'une société où les personnes en situation d'handicap ont les mêmes droits et les mêmes devoirs que chacun, et participent activement à la vie de société, bénéficient d'une pleine utilité sociale où leurs différences de capacités sont valorisées.

Les différents articles de ce dossier s'organisent autour de l'explicitation d'une loi structurante au sujet du handicap en France : celle du 11 février 2005.

Dans un premier temps **cette loi donne une définition du handicap**. En effet, pour comprendre la place qu'occupe les personnes en situation de handicap dans la société, il est nécessaire de définir le handicap. Cette définition est mouvante. Elle dépend des origines du handicap (hérédité, maladie, accident), de l'intensité de ce handicap, et enfin des réalités protéiformes que regroupe le handicap (handicap sensorielle, physique, psychique, intellectuel). Ainsi, il a été nécessaire de faire évoluer cette définition au gré des découvertes scientifiques et des typologies, ce qui a provoqué un renouvellement de la classification internationale et un glissement sémantique vers le terme de « personne en situation de handicap ». Selon la loi de 2005, est handicapé une **personne qui subit une limitation de sa participation à la vie en société en raison d'un trouble de santé**. Néanmoins, cette définition peut être perçue de façon très large, mais également très restrictive. Cela peut peser sur le recensement des personnes en situation de handicap. En effet, le chiffre varie en fonction de la définition retenue, de l'âge, du ressenti du handicap, de la reconnaissance administrative du handicap,... Cet enjeu de définition est un des premiers éléments à prendre en compte dans la gestion et la prise en charge du handicap en France puisqu'elle provoque des conséquences sur les politiques publiques et sur les inégalités liées au handicap.

Dans un second temps, la loi de 2005 se structure autour de véritables volontés d'intégration des personnes en situation de handicap dans l'espace public. Cela peut se comprendre au prisme d'un **grand enjeu : l'accessibilité**. L'accessibilité dans l'espace public et la participation à la vie citoyenne permet une inclusivité et un vivre ensemble. Pour ne citer qu'un exemple de cette volonté d'inclusion des personnes en situation de handicap dans tous les champs de la société, il est possible d'évoquer les sections « ULIS » (unité localisée pour l'inclusion scolaire). Ces unités permettent une inclusion des élèves en situation de handicap à l'école et contribue à faire de la différence une norme au sein des cours de récréations.

Ensuite, la loi de 2005 prévoit une prise en charge des surcouts du handicap en fonction de l'intensité du handicap **grâce à diverses aides**. Ces aides sont une preuve de la prise en charge financière et de la reconnaissance allouées aux personnes en situation de handicap. Cette reconnaissance peut se révéler par d'autres biais à l'instar de la langue des signes. En effet, celle-ci a été légitimé par la loi de 2005 en tant que langue à part entière, permettant une mise en lumière des pratiques linguistiques des personnes sourdes.

Au regard des nombreuses discriminations que subissent les personnes en situation de handicap, la loi de 2005 cherche également à mettre en exergue **ces discriminations et à tenter de les réduire**. En effet, le handicap serait plus discriminant que la race ou encore l'âge. Ces discriminations se regroupent sous le terme de validisme (formes de stéréotypes à l'encontre des personnes en situation de handicap). Ainsi, le handicap provoque une exposition plurielle aux discriminations qui se manifeste sous plusieurs formes, à la fois directes, mais aussi indirectes, cumulatives (dans les cas de polyhandicap)

ou intersectorielles (exemple des jeunes handicapés). Ces discriminations sont exacerbées par le manque d'accessibilité que subissent les personnes en situation de handicap, ce qui les prive de visibilité sociale et donc renforce les stéréotypes et les préjugés les concernant. De surcroît le manque de visibilité dans la vie quotidienne ou dans l'espace public, de représentation dans les médias tels que la télévision accentue l'isolement. Pour lutter contre le validisme, la loi de 2005 rappelle l'importance du droit à l'embauche des personnes en situation de handicap, dans une perspective d'action contre le chômage et de mise en lumière d'une insertion professionnelle difficile au quotidien pour cette frange de la population. Dans une autre perspective, davantage de mise en avant des personnes en situation de handicap et de création de parcours inspirants et de figures de référence, la loi de 2005 promeut le lien entre sport et handicap. Les activités sportives représentent des sources d'épanouissement individuels efficaces, et permettent aux personnes en situation de handicap de renouer avec leur corps parfois meurtri. Cela motive également une rupture de l'isolement social et une mise en lumière du handicap, comme c'est le cas avec le développement des jeux paralympiques. Ces jeux peuvent constituer une bonne accroche d'actualité avec la perspective de Paris 2024.

En parallèle, la loi de 2005 s'attache à insister sur l'importance de la prévention et de la recherche au sujet du handicap. En effet, il est indispensable de faire des personnes en situation de handicap des acteurs de leur propre santé. Prévenir de certains handicaps relève d'une possibilité selon des institutions internationales comme l'OMS. Cela peut s'observer dans l'interruption ou le ralentissement de certaines maladies, ou encore au sujet de la sensibilisation aux dangers lors de la grossesse. Ainsi, la prévention est un volet crucial des politiques publiques du handicap dans la mesure où il permet également de mettre en exergue les réalités des personnes en situation de handicap. Au-delà de la prévention, la recherche scientifique revêt elle aussi d'un caractère prioritaire. Cela s'illustre avec l'exemples des prothèses. Les scientifiques et les ingénieurs, en travaillant à partir des membres fantômes (c'est-à-dire avec la sensation qu'un membre amputé ou manquant est toujours en interaction avec le reste du corps) peuvent proposer des prototypes de prothèse plus avancés, et permettant aux personnes en situation de handicap de rester connectés avec leurs sensations et avec leur corps. Cependant, les avancées en termes de médecine peuvent présenter des limites. En effet, lorsqu'on s'intéresse aux tests qui permettent le dépistage de l'anomalie génétique de la trisomie 21 pendant la grossesse, il est possible d'observer un enjeu au sujet du « droit à la vie ». Ces dépistages provoquent un nombre accru d'IVG lors d'une réponse positive, mettant en péril l'idée d'une société diversifiée et d'un droit à la vie des personnes en situation de handicap. Cela pourrait tendre à une idée d'eugénisme. L'eugénisme regroupe les pratiques et les méthodes qui visent à favoriser la procréation de sujets sains et à améliorer la race humaine. On peut ici se demander dans quelle mesure ces dépistages pour les personnes trisomiques n'opèrent-ils pas à une sélection à la naissance.

Enfin, depuis le changement de paradigme vers une société plus inclusive illustré par les mesures de la loi de 2005, la différence peut permettre une affirmation identitaire. Les personnes en situation de handicap revendiquent une culture à part entière. Leur parole se libère et le militantisme grandit, à l'instar d'une association comme « Nous aussi », association qui milite pour l'autoreprésentation des personnes handicapées intellectuelles. Néanmoins des limites persistent. Dans un premier temps, on peut observer une tendance au communautarisme de certaines personnes en situation de handicap, comme c'est le cas pour les personnes sourdes, dont témoigne le film « La famille Bélier » avec un rejet des personnes entendantes. Dans un second temps, lorsqu'on observe les chiffres du militantisme lié au handicap, on remarque que ce militantisme est finalement réalisé par des personnes valides plutôt que par des personnes directement concernées. ◆

De rouille et d'os (2012)

Fiche réalisée par Louis ROSSIGNOL

Résumé

Sorti en 2012, *De rouille et d'os* est un film réalisé par Jacques Audiard, également réalisateur d'*Un Prophète* (César du meilleur film en 2010) ou encore de *Dheepan* (Palme d'Or à Cannes en 2015). Le film *De rouille et d'os* a remporté quatre récompenses aux Césars en 2013 : meilleur espoir masculin pour Matthias Schoenaerts, meilleure adaptation, meilleure musique et meilleur montage.

Le film raconte la rencontre entre Alain, joué par Matthias Schoenaerts, et Stéphanie, jouée par Marion Cotillard. Alain vient d'aménager avec son fils de 10 ans chez sa sœur à Antibes et tente de gagner sa vie en enchaînant des petits

boulots dans la sécurité et en réalisant des combats de boxe clandestin. Lors d'une soirée où il exerce l'emploi de videur en boîte de nuit, il rencontre Stéphanie. Dresseuse d'orques dans un parc aquatique, elle connaît un accident lors d'une représentation et voit ses deux jambes être amputées.



Des personnages à l'épreuve

De rouille et d'os est d'abord un film qui raconte les épreuves traversées par ses personnages. Le film démarre par une traversée, celle de la France pour Alain et son fils, quittant la Belgique pour rejoindre Antibes. On ne sait pas ce qu'ils fuient ; le film commence par une nouvelle étape dans la vie de ces personnages. Alain traverse alors une succession d'épreuves, telles que trouver un emploi ou remporter des combats de boxe clandestins. Dans toutes ces épreuves, son fils est relativement absent, écarté, comme si seule comptait la vie d'Alain, ce dernier refusant presque d'affronter une autre épreuve personnelle : élever son fils. De son côté, Stéphanie traverse également une succession d'épreuves à la suite de la perte de ses jambes. Elle doit accepter cette nouvelle vie, réapprendre à vivre, changer son regard sur elle-même et gérer le regard des autres sur son handicap.

Face à ces épreuves, les personnages connaissent tour à tour des échecs et des réussites. *De rouille et d'os* fournit ainsi un regard sur la reconstruction de soi. Dans toutes ces épreuves, le corps est omniprésent. Pour Alain, c'est sa stature qui lui permet d'obtenir un emploi dans la sécurité, ce sont son physique et ses poings qui lui permettent de remporter des combats. Ce corps viril est aussi un corps qui peine à communiquer, rendant la violence omniprésente dans les relations avec son fils. Pour Stéphanie, la perte de ses jambes fait du corps le centre des épreuves qu'elle traverse.

Le corps est souvent cassé (Stéphanie perd ses jambes, Alain se fracture les mains, perd une dent, etc.), bandé, soigné. Il ressort toujours différent de ces épreuves et en garde les stigmates. Comme l'exprime le personnage principal à la fin du film : « *Tu te casses un bras, tu te casses une jambe, au bout d'un moment l'os va s'envelopper de cassures mais sera soudé. A l'arrivée, il sera même plus solide qu'avant. Mais si tu te casses un os de la main, tu peux être sûr que ça ne se remettra jamais complètement. Avant chaque combat t'y penseras (…) A un moment, la douleur reviendra, comme des aiguilles.* »

Un regard sur le handicap

En suivant la reconstruction du personnage de Stéphanie, le film nous conduit à réfléchir sur la place du handicap dans notre société. A son réveil, la jeune femme réalise qu'elle a perdu ses jambes. Elle sanglote, et se laisse bercer par l'une de ses amies, exprimant son impuissance physique, semblable à celle d'un nourrisson. Se reconstruire passe ainsi par une quête de l'autonomie, d'une capacité à prendre prise sur sa vie.
Le regard sur le handicap est d'abord celui que porte Stéphanie sur son propre corps. La première étape est celle du rejet de soi. Elle doit gérer la honte qu'elle ressent à l'idée d'être en public sans ses jambes. Progressivement, elle parviendra à vivre avec ce handicap, à se tenir de nouveau debout.

Mais cette acceptation de soi est rendue difficile par le regard porté par les autres sur son corps. Cela peut prendre la forme d'une sollicitude stigmatisante, comme lorsqu'Alain se propose de préparer le café à la place de Stéphanie. Cela passe également par un brouillage des relations lorsque le stigmate est découverte. Ainsi, lorsqu'un homme, qui tente de la séduire, découvre son handicap, il s'excuse et recule, renvoyant Stéphanie à son handicap. Enfin, ce corps nouveau bouleverse son statut social. C'est sans doute grâce à son handicap qu'elle parvient à se faire accepter dans le cercle des combats de rue, pourtant réservé aux hommes ; comme si la perte de ses jambes lui faisait en partie perdre son statut de « femme ».

Sensorialité et sensualité

La question de la sensualité et de la sensorialité sont des thématiques omniprésentes dans le film. Lors de la première rencontre entre Stéphanie et Alain, l'un des premiers plans s'attarde sur les jambes de la jeune femme, symbolisant la sensualité et la relation de séduction entre les personnages. On comprend ainsi que la perte des jambes pour Stéphanie bouleverse son rapport à la séduction et empêche même *a priori* toute possibilité de nouer des relations intimes. D'ailleurs, lorsqu'Alain et Stéphanie échangent sur leur vie sentimentale après l'accident, cette dernière parle au passé tandis qu'Alain évoque ses relations au présent.

La quête de la sensualité est finalement l'une des épreuves que traverse Stéphanie. Le retour du plaisir du corps, de la séduction. Au préalable de la sensualité se trouve le retour de la sensorialité : ressentir son corps. Cette redécouverte s'exprime dans un plan superbe où Stéphanie se baigne dans la mer, d'abord avec Alain, puis seule. L'eau, le soleil, le vent, tous ces éléments naturels se mêlent souvent au corps des personnages pour exprimer cette sensorialité (on trouve une démarche semblable dans le film *L'inconnu du Lac* d'Alain Guiraudie).

La relation amicale va progressivement se transformer en relation amoureuse, sans que les personnages ne se l'avouent vraiment. Il faudra attendre une énième blessure physique d'Alain, une épreuve supplémentaire dans la relation avec son fils, pour que l'on entende finalement le personnage prononcer ces mots dans les dernières minutes du film : « Je t'aime ». ◆


tremplin le mag